

# CONCOURS EXTERNE D'ADMINISTRATEUR TERRITORIAL

---

OCTOBRE 2006

---

UNE NOTE DE SYNTHÈSE AYANT POUR OBJET DE VÉRIFIER  
L'APTITUDE DES CANDIDATS A L'ANALYSE D'UN DOSSIER  
SOULEVANT UN PROBLÈME D'ORGANISATION OU DE GESTION  
RENCONTRE PAR UNE COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

---

## ÉPREUVE N° 4

Durée : 4 heures  
Coefficient : 5

### SUJET :

Vous êtes chargé(e) de mission auprès du directeur général des services de la Région (dénommée ici F). A quelques mois de leur transfert effectif, le Président réunit l'ensemble des Techniciens Ouvriers Spécialisés ; vous devez préparer à l'attention du directeur général des services une note sur les points essentiels de la situation de ce dossier.

### Documents joints:

**Document n°1 :** Extraits de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

*Journal officiel de la République Française 17 août 2004*

**Page 3**

**Document n°2 :** Décret n°2004-1349 du 09 décembre 2004 portant création de la commission commune de suivi des transferts de personnels entre l'Etat et les collectivités territoriales.

*Journal officiel de la République Française 10 décembre 2004*

**Page 19**

**Document n°3 :** Décret n°2005-529 du 24 mai 2005 portant création des commissions tripartites locales.

*Journal officiel de la République Française 26 mai 2005*

**Page 23**

.../...

**Document n°4 :** Arrêté pris pour l'application de l'article 104-IV de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et concernant les compétences transférées à la région de F. dans le domaine de l'éducation (*annexe jointe*). **Page 25**

**Document n°5 :** Décret n°2005-1631 du 26 décembre 2005 fixant les modalités du transfert définitif aux départements et aux régions de services ou parties de services du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (*arrêtés et annexes joints*). **Page 29**

**Document n°6 :** Circulaire du 31 décembre 2005 relative à la compensation financière des transferts de compétence prévue pour 2006 (loi n°2004-809 du 13 août 2004 ) relative aux libertés et responsabilités locales.  
*Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire* **Page 35**

**Document n°7 :** Lettre d'information des TOS de la région de F.  
Les étapes de votre intégration.  
*Poin'tos N°1 décembre 2005* **Page 44**

**Document n°8 :** Colloque de l'Agence Education Emploi Formation : 5 organisations syndicales donnent leur point de vue sur la décentralisation des TOS.  
*Dépêche n°65850 du 8 juin 2006* **Page 46**

**Document n°9 :** « Les grands rendez-vous de 2006 : Ressources humaines, une réforme et de nouveaux dispositifs - Transfert des TOS ». **Page 48**  
*La Gazette des Communes du 2 janvier 2006*

**Document n°10 :** La décentralisation entre dans les mœurs. **Page 50**  
*Le Figaro du 4 juillet 2006*

**NOTA :**

- Les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif sur les copies : pas de signature (signature à apposer uniquement dans le coin gommé de la copie à rabattre) ou nom, grade, même fictifs. Seuls la date du concours et le destinataire, ainsi que le nom fictif de la collectivité déjà mentionné dans l'énoncé, peuvent être portés sur la copie.
- Les feuilles de brouillon ne seront en aucun cas prises en compte.
- Lorsque les renvois et annotations en bas d'une page ou à la fin d'un document ne sont pas joints au sujet, c'est qu'ils ne sont pas indispensables.

## Loi n°2004-809 du 13 Août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales

[.../...]

## CHAPITRE III

## La formation professionnelle

## Article 8

EXTRAITS

I. – L'article L. 214-12 du code de l'éducation est ainsi rédigé :

« Art. L. 214-12. – La région définit et met en œuvre la politique régionale d'apprentissage et de formation professionnelle des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle.

« Elle organise sur son territoire le réseau des centres et points d'information et de conseil sur la validation des acquis de l'expérience et contribue à assurer l'assistance aux candidats à la validation des acquis de l'expérience.

« Elle organise des actions destinées à répondre aux besoins d'apprentissage et de formation. Elle veille en particulier à organiser des formations permettant d'acquérir une des qualifications mentionnées à l'article L. 900-3 du code du travail.

« Elle assure l'accueil en formation de la population résidant sur son territoire, ou dans une autre région si la formation désirée n'y est pas accessible. Dans ce dernier cas, une convention fixe les conditions de prise en charge de la formation par les régions concernées. »

II. – L'article L. 118-7 du code du travail est ainsi rédigé :

« Art. L. 118-7. – Les contrats d'apprentissage ayant fait l'objet, après l'entrée en vigueur de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, de l'enregistrement prévu à l'article L. 117-14 ouvrent droit à une indemnité compensatrice forfaitaire versée par la région à l'employeur.

« Le conseil régional détermine la nature, le niveau et les conditions d'attribution de cette indemnité.

« Un décret en Conseil d'Etat, pris après avis, émis dans des conditions définies par décret, du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie, fixe :

« 1° Le montant minimal de l'indemnité compensatrice forfaitaire ;

« 2° Les conditions dans lesquelles l'employeur est tenu de reverser à la région les sommes indûment perçues. »

III. – Les droits à l'indemnité compensatrice forfaitaire ouverts par les contrats d'apprentissage ayant fait l'objet de l'enregistrement prévu à l'article L. 117-14 du code du travail avant l'entrée en vigueur de la présente loi sont soumis aux dispositions en vigueur lors de l'enregistrement de ces contrats.

IV. – L'intitulé du titre IV du livre IX du code du travail est ainsi rédigé : « De la contribution de l'Etat et des régions ».

V. – Le titre IV du livre IX du même code est complété par un chapitre III ainsi rédigé :

## « CHAPITRE III

## « De la contribution des régions

« Art. L. 943-1. – Les compétences des régions sont définies par l'article L. 214-12 du code de l'éducation ci-après reproduit :

« Art. L. 214-12. – La région définit et met en œuvre la politique régionale d'apprentissage et de formation professionnelle des jeunes et des adultes à la recherche d'un emploi ou d'une nouvelle orientation professionnelle.

« Elle organise sur son territoire le réseau des centres et points d'information et de conseil sur la validation des acquis de l'expérience et contribue à assurer l'assistance aux candidats à la validation des acquis de l'expérience.

« Elle organise des actions destinées à répondre aux besoins d'apprentissage et de formation. Elle veille en particulier à organiser des formations permettant d'acquérir une des qualifications mentionnées à l'article L. 900-3 du code du travail.

« Elle assure l'accueil en formation de la population résidant sur son territoire, ou dans une autre région si la formation désirée n'y est pas accessible. Dans ce dernier cas, une convention fixe les conditions de prise en charge de la formation par les régions concernées. »

VI. – L'article L. 4332-2 du code général des collectivités territoriales est abrogé.

VII. – L'article L. 214-15 du code de l'éducation est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est ainsi rédigé :

« Le fonds régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue est régi par les dispositions de l'article L. 4332-1 du code général des collectivités territoriales ci-après reproduites : » ;

2° Les dixième et onzième alinéas sont supprimés.

VIII. – Les deuxième et troisième alinéas de l'article L. 214-16 du code de l'éducation sont supprimés.

### Article 9

Après l'article L. 214-12 du code de l'éducation, il est inséré un article L. 214-12-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 214-12-1. – Les actions menées à l'égard des Français établis hors de France en matière de formation professionnelle et d'apprentissage relèvent de la compétence de l'Etat.

« L'Assemblée des Français de l'étranger, la commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle des Français de l'étranger et, dans chaque pays considéré, le comité consulaire compétent sont consultés sur la politique de formation professionnelle et d'apprentissage des Français établis hors de France. »

### Article 10

I. – Au deuxième alinéa de l'article L. 117-5 du code du travail, les mots : « à l'administration territorialement compétente chargée de l'application de la législation du travail et des lois sociales dans la branche d'activité à laquelle se rattache la formation prévue au contrat d'apprentissage » sont remplacés par les mots : « à la région dans le ressort de laquelle est situé l'établissement concerné ».

II. – Après les mots : « pour un enregistrement », la fin de la première phrase du premier alinéa de l'article L. 117-14 du même code est ainsi rédigée : « à la région dans le ressort de laquelle est situé l'établissement qui a procédé au recrutement ».

### Article 11

L'article L. 214-13 du code de l'éducation est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa du I est ainsi rédigé :

« La région adopte le plan régional de développement des formations professionnelles et s'assure de sa mise en œuvre. Ce plan a pour objet de définir une programmation à moyen terme des actions de formation professionnelle des jeunes et des adultes et de favoriser un développement cohérent de l'ensemble des filières de formation. » ;

2° Le troisième alinéa du I est ainsi rédigé :

« Ce plan est élaboré en concertation avec l'Etat, les collectivités territoriales concernées et les organisations syndicales d'employeurs et de salariés représentatives à l'échelon national ainsi que les organismes mentionnés à l'article L. 351-21 du code du travail. » ;

3° Le II est ainsi rédigé :

« II. – Le plan régional de développement des formations professionnelles pour sa partie consacrée aux jeunes couvre l'ensemble des filières de formation des jeunes préparant l'accès à l'emploi. Il inclut le cycle d'enseignement professionnel initial dispensé par les établissements d'enseignement artistique.

« Il vaut schéma prévisionnel d'apprentissage, schéma régional des formations sociales et schéma régional des formations sanitaires. » ;

4° Le III est ainsi rédigé :

« III. – Le plan régional de développement des formations professionnelles, pour sa partie consacrée aux adultes, couvre l'ensemble des actions de formation professionnelle visant à favoriser l'accès, le maintien et le retour à l'emploi. » ;

5° Le IV est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Dans les établissements d'enseignement du second degré, les établissements relevant des articles L. 811-1 et L. 813-1 du code rural et les établissements relevant du ministère chargé des sports, ces conventions, qui sont également signées par les autorités académiques, prévoient et classent, par ordre prioritaire, en fonction des moyens disponibles, les ouvertures et fermetures de sections de formation professionnelle initiale. Leurs stipulations sont mises en œuvre par l'Etat et la région dans l'exercice de leurs compétences, notamment de celles qui résultent de l'article L. 211-2 du présent code et de l'article L. 814-2 du code rural. A défaut d'accord, les autorités de l'Etat prennent, pour ce qui les concerne, les décisions nécessaires à la continuité du service public de l'éducation. » ;

6° Le premier alinéa du V est ainsi rédigé :

« L'Etat, une ou plusieurs régions, une ou plusieurs organisations représentatives des milieux socioprofessionnels et, le cas échéant, les organismes mentionnés à l'article L. 351-21 du code du travail peuvent conclure des contrats fixant des objectifs de développement coordonné des différentes voies de formation professionnelle initiale et continue, notamment de formation professionnelle alternée et de financement des formations des demandeurs d'emploi. Ces contrats d'objectifs peuvent être annuels ou pluri-annuels. » ;

7° Au début du premier alinéa du VI, sont insérés les mots : « Dans le cadre de son plan régional de développement des formations professionnelles, » ;

8° Le deuxième alinéa du VI est ainsi rédigé :

« Les départements, les communes ou groupements de communes qui ont arrêté un programme de formation sont associés, à leur demande, à l'élaboration du programme régional. »

[.../...]

**EXTRAITS****CHAPITRE III****Les transports dans la région d'Ile-de-France****Article 37**

L'article L. 4413-3 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« *Art. L. 4413-3.* – La région d'Ile-de-France définit la politique régionale des déplacements, dans le respect des orientations du schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu par l'article L. 141-1 du code de l'urbanisme et du plan de déplacements urbains prévu à l'article 28-3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs.

« La région d'Ile-de-France arrête à cet effet, en association avec l'Etat et le Syndicat des transports d'Ile-de-France, le schéma régional des infrastructures et des transports prévu à l'article 14-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 précitée.

« La région peut en outre participer au financement d'aménagements de sécurité sur les autoroutes non concédées et les routes d'Ile-de-France. »

**Article 38**

L'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France est ainsi rédigé :

« *Art. 1<sup>er</sup>.* – I. – Il est constitué entre la région d'Ile-de-France, la ville de Paris, les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne, de l'Essonne, des Yvelines, du Val-d'Oise et de Seine-et-Marne un établissement public chargé de l'organisation des transports publics de personnes en Ile-de-France.

« Cet établissement public, dénommé Syndicat des transports d'Ile-de-France, est substitué au syndicat, de même dénomination, existant à la date prévue à l'article 42 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, dans l'ensemble de ses biens, droits et obligations à l'égard des tiers ainsi que dans toutes les délibérations, les contrats de travail et tous les actes de ce dernier.

« L'ensemble des transferts prévus ci-dessus est réalisé à titre gratuit et ne donne lieu à aucun versement, salaire ou honoraires, ni à aucune indemnité ou perception de droit ou de taxe.

« II. – Ce syndicat fixe, conformément aux règles de coordination des transports, les relations à desservir, désigne les exploitants, définit les modalités techniques d'exécution ainsi que les conditions générales d'exploitation et de financement des services et veille à la cohérence des programmes d'investissement. Il est responsable de la politique tarifaire. Il favorise le transport des personnes à mobilité réduite. En outre, il peut organiser des services de transport à la demande.

« Le syndicat est responsable de l'organisation et du fonctionnement des transports scolaires et consulte à leur sujet, au moins une fois par an, le conseil interacadémique d'Ile-de-France.

« Sous réserve des pouvoirs généraux dévolus à l'Etat pour assurer la police de la navigation, le syndicat est compétent en matière d'organisation du transport public fluvial régulier de personnes.

« Par dérogation aux règles de coordination mentionnées au premier alinéa du présent II, l'exécution des services de transports scolaires, des services à la demande et des services de transport des personnes à mobilité réduite, ainsi que des transports publics fluviaux réguliers de personnes, est assurée soit en régie par une personne publique, soit par une entreprise ou une association ayant passé à cet effet une convention à durée déterminée avec l'autorité compétente.

« Sur des périmètres ou pour des services définis d'un commun accord, le syndicat peut déléguer tout ou partie des attributions précitées, à l'exception de la politique tarifaire, à des collectivités territoriales ou à leurs groupements. Une convention prévoit les conditions de participation des parties au financement de ces services et les aménagements tarifaires applicables.

« Le syndicat peut assurer la réalisation d'infrastructures ou d'équipements destinés au transport de voyageurs, dans la limite des compétences reconnues à l'établissement public Réseau ferré de France.

« III. – 1. Les charges résultant pour les collectivités publiques de l'exploitation des services de transports sont réparties entre ses membres dans des conditions fixées par les statuts du syndicat.

« Cette répartition peut être modifiée dans les conditions fixées au IV.

« Ces contributions ont le caractère de dépenses obligatoires.

« 2. Les frais de transport individuel des élèves et des étudiants handicapés vers les établissements scolaires et les établissements universitaires rendus nécessaires du fait de leur handicap sont supportés par le syndicat.

« IV. – Le syndicat est administré par un conseil composé de représentants des collectivités territoriales qui en sont membres, d'un représentant de la chambre régionale de commerce et d'industrie d'Ile-de-France et d'un représentant des présidents des établissements publics de coopération intercommunale élu par le collège des présidents des établissements publics de coopération intercommunale de la région d'Ile-de-France au scrutin majoritaire à deux tours. La région d'Ile-de-France dispose de la majorité des sièges. Le syndicat est présidé par le président du conseil régional d'Ile-de-France ou par un élu du conseil régional qu'il désigne parmi les membres du conseil d'administration de ce syndicat.

- « Une majorité qualifiée des deux tiers des membres présents ou représentés est requise pour :
- « – les délégations d'attributions relevant du syndicat ;
  - « – les modifications de répartition des contributions des membres du syndicat.
- « Le représentant de l'Etat dans la région d'Ile-de-France est entendu à sa demande par le conseil d'administration du syndicat.
- « V. – Le contrôle de légalité et le contrôle budgétaire des actes du syndicat sont exercés par le représentant de l'Etat dans la région d'Ile-de-France.
- « Le syndicat est soumis à la première partie du livre II du code des juridictions financières.
- « VI. – Le comptable du syndicat est un comptable public nommé par le ministre chargé du budget.
- « VII. – Les statuts sont fixés et modifiés par décret en Conseil d'Etat après avis de la région et des départements d'Ile-de-France. Cet avis est réputé donné à défaut de délibération du conseil général ou du conseil régional dans les deux mois de sa saisine. »

### Article 39

- I. – L'article 1<sup>er</sup>-1 de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 précitée est ainsi rédigé :
- « Art. 1<sup>er</sup>-1. – Les ressources du Syndicat des transports d'Ile-de-France comprennent :
- « 1° Les concours financiers des collectivités territoriales membres du syndicat ;
  - « 2° Le produit du versement destiné aux transports en commun perçu à l'intérieur de la région d'Ile-de-France mentionné aux articles L. 2531-2 et suivants du code général des collectivités territoriales ;
  - « 3° La part du produit des amendes de police relatives à la circulation routière, dans les conditions définies à l'article L. 2334-24 du même code ;
  - « 4° Toutes autres contributions, subventions ou avances qui lui sont apportées par l'Etat et par les collectivités publiques ou par tout organisme public ou privé, notamment pour la mise en œuvre de politiques d'aide à l'usage des transports collectifs au bénéfice de certaines catégories particulières d'usagers ;
  - « 5° Les produits de son domaine ;
  - « 6° Les redevances pour services rendus et produits divers ;
  - « 7° Une dotation forfaitaire indexée de l'Etat correspondant à la moyenne des dépenses actualisées exposées par l'Etat sur une période de trois ans précédant la transformation du syndicat, au titre du transport scolaire, des bourses de fréquentation scolaire, du financement des frais de premier établissement des services de transports réservés aux élèves, des frais de transports des élèves des écoles maternelles en zone rurale, du transport des élèves et étudiants gravement handicapés et des tarifications spécifiques consenties aux élèves et aux étudiants dans les conditions prévues aux articles L. 1614-1 à L. 1614-3 du code général des collectivités territoriales ;
  - « 8° Le produit des emprunts ;
  - « 9° Les versements au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée. »
- II. – Après l'article 1<sup>er</sup>-2 de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 précitée, il est inséré un article 1<sup>er</sup>-3 ainsi rédigé :
- « Art. 1<sup>er</sup>-3. – Les charges nouvelles résultant de l'application de l'article 1<sup>er</sup> dans sa rédaction issue de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales sont compensées chaque année par l'Etat au bénéfice des collectivités territoriales intéressées dans les conditions prévues aux articles L. 1614-1 à L. 1614-3 du code général des collectivités territoriales. »
- III. – Après le huitième alinéa de l'article 2 de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 précitée, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- « – dans des conditions fixées par décret, un concours financier de l'Etat en raison des charges de retraite supportées par la régie. »
- IV. – Le premier alinéa de l'article L. 2531-4 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :
- « Le taux de versement exprimé en pourcentage des salaires définis à l'article L. 2531-3 est fixé par le Syndicat des transports d'Ile-de-France dans les limites : ».
- V. – L'article L. 2531-5 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- « – des opérations visant à favoriser l'usage combiné des transports en commun et de la bicyclette. »

### Article 40

- I. – L'article 28-3 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs est ainsi rédigé :
- « Art. 28-3. – Dans la région d'Ile-de-France, le plan de déplacements urbains est élaboré ou révisé à l'initiative du Syndicat des transports d'Ile-de-France, pour le compte des collectivités qui le constituent. Les services de l'Etat sont associés à son élaboration. Ses prescriptions doivent être compatibles avec les orientations du schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu par l'article L. 141-1 du code de l'urbanisme. Les schémas de cohérence territoriale, les schémas de secteur ainsi que les plans locaux d'urbanisme doivent être compatibles avec le plan.

« Les représentants des professions et des usagers des transports, les chambres consulaires et les associations agréées de protection de l'environnement sont consultés à leur demande sur le projet de plan.

« Le projet de plan est arrêté par délibération du conseil régional d'Ile-de-France sur proposition du Syndicat des transports d'Ile-de-France. Dans un délai de trois mois, le conseil régional recueille l'avis des conseils municipaux et généraux, ainsi que des organes délibérants des groupements de collectivités territoriales ayant compétence en matière de déplacements. L'avis qui n'est pas donné dans un délai de six mois après transmission du projet est réputé émis. Le projet est ensuite soumis à enquête publique par le conseil régional dans les conditions prévues par les articles L. 123-1 et suivants du code de l'environnement. Eventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête, le plan est approuvé par le conseil régional qui recueille préalablement l'avis du représentant de l'Etat dans la région d'Ile-de-France et du préfet de police, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat. Le plan est approuvé par décret en Conseil d'Etat lorsque l'Etat et le conseil régional d'Ile-de-France ne sont pas parvenus à un accord sur le projet de plan dans un délai de six mois à l'issue de l'enquête publique ou lorsque sa mise en œuvre serait de nature à compromettre gravement la réalisation ou l'exploitation d'une infrastructure de transport d'intérêt national ou la réalisation d'une opération d'intérêt national mentionnée à l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme. Les décisions prises par les autorités chargées de la voirie et de la police de la circulation ayant des effets sur les déplacements dans le périmètre de transports urbains doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan.

« Au terme d'une période de cinq ans à compter de son approbation, le plan fait l'objet d'une évaluation et, le cas échéant, d'une révision.

« Pour assurer le respect des dispositions des articles 28, 28-1 et 28-1-2 de la présente loi ou la compatibilité du plan avec les orientations du schéma directeur de la région d'Ile-de-France mentionnées au premier alinéa, la procédure de révision peut, six mois après que le représentant de l'Etat a mis en demeure le syndicat de procéder à la révision du plan, être ouverte par un décret en Conseil d'Etat qui détermine l'objet de la révision. »

II. – L'article 28-4 de la même loi est ainsi modifié :

1° Dans la dernière phrase du quatrième alinéa, après les mots : « Les plans d'occupation des sols », sont insérés les mots : « ou les plans locaux d'urbanisme » ;

2° Il est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Un plan local de déplacements couvrant l'ensemble de son territoire peut être également élaboré à l'initiative de la ville de Paris dans les mêmes conditions de forme et de procédure. Il est approuvé par le Conseil de Paris après enquête publique. »

#### Article 41

I. – Le code de l'éducation est ainsi modifié :

1° L'article L. 213-13 est ainsi rédigé :

« Art. L. 213-13. – Les articles L. 213-11 et L. 213-12 ne s'appliquent pas dans la région d'Ile-de-France, conformément aux dispositions de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France. » ;

2° L'article L. 213-14 est ainsi rédigé :

« Art. L. 213-14. – Dans la région d'Ile-de-France, les frais de transport individuel des élèves handicapés vers les établissements scolaires rendus nécessaires du fait de leur handicap sont supportés par le Syndicat des transports d'Ile-de-France. » ;

3° Après l'article L. 821-4, il est inséré un article L. 821-5 ainsi rédigé :

« Art. L. 821-5. – Dans la région d'Ile-de-France, les frais de transport individuel des étudiants handicapés vers les établissements universitaires rendus nécessaires du fait de leur handicap sont supportés par le Syndicat des transports d'Ile-de-France. »

II. – Pendant un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur des articles 38 et 39, l'organisation des services de transports scolaires pourra continuer à être assurée par les personnes morales de droit public ou de droit privé qui exercent cette responsabilité à la date de publication de la présente loi.

Si aucune convention confiant l'organisation des transports scolaires aux collectivités territoriales ou à leurs groupements n'est intervenue conformément au cinquième alinéa du II de l'article 1<sup>er</sup> de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France au terme de ce délai de trois ans, la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement de ces transports sera exercée de plein droit par le syndicat. Le syndicat est, le cas échéant, subrogé dans les droits et obligations de l'organisateur pour l'exécution des contrats en cours.

Pendant ce délai de trois ans et en l'absence de convention, le syndicat est tenu de reverser aux personnes morales mentionnées ci-dessus, pour les prestations qu'elles continuent à assurer, des ressources d'un montant au moins égal au montant des ressources versées par l'Etat l'année précédant la transformation du syndicat au titre des responsabilités exercées par ces personnes morales en matière de transports scolaires.

[.../...]

8

## EXTRAITS Article 66

I. – L'article L. 822-1 du code de l'éducation est ainsi rédigé :

« Art. L. 822-1. – Le réseau des œuvres universitaires assure une mission d'aide sociale envers les étudiants et veille à adapter les prestations aux besoins de leurs études, en favorisant notamment leur mobilité.

« Les décisions concernant l'attribution des logements destinés aux étudiants sont prises par les centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires.

« Les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale qui en font la demande ont la charge de la construction, de la reconstruction, de l'extension, des grosses réparations et de l'équipement des locaux destinés au logement des étudiants.

« Les biens appartenant à l'Etat et affectés au logement des étudiants sont transférés, par arrêté du représentant de l'Etat dans le département, aux communes ou aux établissements publics de coopération intercommunale qui ont demandé à assumer la charge de la construction, de la reconstruction, de l'extension, des grosses réparations et de l'équipement des locaux destinés au logement des étudiants. Ce transfert se fait à titre gratuit et ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité, droit, taxe, salaire ou honoraires. La gestion de ces logements est assurée par le centre régional des œuvres universitaires et scolaires territorialement compétent, dans le cadre d'une convention conclue entre celui-ci, d'une part, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale bénéficiaire du transfert, d'autre part. Dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, cette convention dresse un diagnostic de l'état des logements et détermine les obligations respectives des signataires et notamment les objectifs de gestion qui sont assignés au centre régional des œuvres universitaires et scolaires, ainsi que les modalités de la participation des représentants de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale concernés aux décisions d'attribution.

« L'exécution des conventions conclues avant la date d'entrée en vigueur de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales entre des organismes publics d'habitations à loyer modéré ou des sociétés d'économie mixte, l'Etat et un centre régional des œuvres universitaires et scolaires pour la construction ou la réhabilitation de logements sociaux étudiants se poursuit jusqu'au terme de celles-ci. A compter de cette date, les communes ou leurs groupements sont substitués à l'Etat dans les droits et obligations résultant de ces conventions. A compter de la date d'entrée en vigueur de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 précitée, ils peuvent y mettre fin à condition de supporter les charges financières afférentes.

« Pour la région d'Ile-de-France, la politique de logement des étudiants fait l'objet d'un schéma élaboré par le conseil régional. En Ile-de-France, la compétence prévue au troisième alinéa est transférée à la région, à sa demande, si la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale y renonce dans un délai d'un an après avoir été invité à l'exercer.

« Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et, le cas échéant, la région d'Ile-de-France peuvent confier à l'organisme de leur choix la gestion des logements destinés aux étudiants construits après l'entrée en vigueur du transfert de compétence prévu au présent article.

« L'Assemblée des Français de l'étranger peut saisir pour avis le centre national et les centres régionaux de toutes propositions en matière d'accès aux logements des étudiants des Français établis hors de France désireux de poursuivre leurs études en France. »

II. – L'article L. 822-2 du même code est ainsi rédigé :

« Art. L. 822-2. – Le Centre national des œuvres universitaires et scolaires est un établissement public, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

« Il est placé sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur qui approuve son budget.

« Un décret fixe les conditions dans lesquelles les collectivités territoriales ou leurs groupements sont représentés au sein des conseils d'administration du centre national et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires.

« Le conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires est chargé :

« 1° De définir la politique générale du centre national et des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;

« 2° D'assurer la répartition des crédits budgétaires ordinaires et extraordinaires affectés aux centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires ;

« 3° De recueillir et de répartir tous dons, legs, subventions et aides diverses susceptibles de favoriser l'établissement, le fonctionnement ou le développement de ces œuvres. »



### Article 67

I. – L'article L. 421-2-6 du code de l'urbanisme est ainsi modifié :

1° Au début de la première phrase, sont insérés les mots : « Lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent comprend moins de 10 000 habitants, » ;

2° Il est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Lorsque les demandes de permis de construire sont instruites par une commune ou par un établissement public, les services déconcentrés de l'Etat peuvent leur apporter gratuitement une assistance juridique et technique ponctuelle. »

II. – Les dispositions du présent article entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

### Article 68

La deuxième phrase de l'article L. 430-7 du code de l'urbanisme est supprimée.

## CHAPITRE IV

### La santé

### Article 69

Après le troisième alinéa de l'article L. 6115-7 du code de la santé publique, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Sous réserve de l'application des dispositions de l'article 70 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, siègent, en outre, avec voix consultative dans la commission deux représentants de la région désignés en son sein par le conseil régional. »

### Article 70

Une expérimentation est engagée dans un délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, pour une durée de quatre, ans, afin de permettre aux régions qui en font la demande de participer au financement et à la réalisation d'équipements sanitaires. Un décret publie la liste des régions dont la candidature a été retenue.

Dans ces régions, le président du conseil régional et le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation, après avis de sa commission exécutive et après délibération du conseil régional, signent une convention fixant les modalités de la participation de la région au financement des équipements sanitaires.

Lorsque la convention a été signée, la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation comprend par tiers, outre les représentants de l'Etat et les représentants administratifs et médicaux des organismes d'assurance maladie mentionnés à l'article L. 6115-7 du code de la santé publique, des représentants de la région désignés par le conseil régional en son sein, au scrutin de liste à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel. En ce cas, il n'est pas fait application du quatrième alinéa dudit article.

Dans un délai de six mois avant le terme de l'expérimentation, le Gouvernement adresse au Parlement un rapport d'évaluation assorti des observations des régions et des agences régionales de l'hospitalisation y ayant participé.

[.../...]

[ .../... ]

EXTRAITS

TITRE IV  
L'ÉDUCATION, LA CULTURE ET LE SPORT

CHAPITRE I<sup>er</sup>  
Les enseignements

**Article 75**

I. – L'article L. 211-1 du code de l'éducation est ainsi rédigé :

« *Art. L. 211-1.* – L'éducation est un service public national, dont l'organisation et le fonctionnement sont assurés par l'Etat, sous réserve des compétences attribuées par le présent code aux collectivités territoriales pour les associer au développement de ce service public.

« L'Etat assume, dans le cadre de ses compétences, des missions qui comprennent :

« 1° La définition des voies de formation, la fixation des programmes nationaux, l'organisation et le contenu des enseignements ;

« 2° La définition et la délivrance des diplômes nationaux et la collation des grades et titres universitaires ;

« 3° Le recrutement et la gestion des personnels qui relèvent de sa responsabilité ;

« 4° La répartition des moyens qu'il consacre à l'éducation, afin d'assurer en particulier l'égalité d'accès au service public ;

« 5° Le contrôle et l'évaluation des politiques éducatives, en vue d'assurer la cohérence d'ensemble du système éducatif.

« Tous les deux ans à compter de l'entrée en vigueur des dispositions de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, le Gouvernement transmet au Parlement un rapport évaluant les effets de l'exercice des compétences décentralisées sur le fonctionnement du système éducatif et sur la qualité du service rendu aux usagers. Le Conseil supérieur de l'éducation, le Conseil territorial de l'éducation nationale et le Conseil national de l'enseignement agricole sont saisis pour avis de ce rapport. »

II. – L'article L. 231-1 du même code est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Il est saisi pour avis du rapport d'évaluation mentionné à l'article L. 211-1. »

III. – Après le premier alinéa de l'article L. 814-2 du code rural, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Il est saisi pour avis du rapport d'évaluation mentionné à l'article L. 211-1 du code de l'éducation. »

**Article 76**

Le titre III du livre II du code de l'éducation est complété par un chapitre IX ainsi rédigé :

« CHAPITRE IX

**« Le Conseil territorial de l'éducation nationale  
et les autres instances consultatives**

« *Art. L. 239-1.* – Le Conseil territorial de l'éducation nationale est composé de représentants de l'Etat, des régions, des départements, des communes et des établissements publics de coopération intercommunale.

« Il peut être consulté sur toute question intéressant les collectivités territoriales dans le domaine éducatif. Il est tenu informé des initiatives prises par les collectivités territoriales et il formule toutes recommandations destinées à favoriser, en particulier, l'égalité des usagers devant le service public de l'éducation. Il est saisi pour avis du rapport d'évaluation mentionné à l'article L. 211-1. Il invite à ses travaux des représentants des personnels et des usagers.

« Un décret précise la composition et les règles de fonctionnement de ce conseil ainsi que les conditions de nomination de ses membres. »

#### Article 77

Le premier alinéa de l'article L. 214-1 du code de l'éducation est ainsi rédigé :

« Compte tenu des orientations nationales et après accord des conseils généraux pour les établissements relevant de leur compétence, le conseil régional adopte et transmet au représentant de l'Etat dans la région le schéma prévisionnel des formations des collèges, des lycées et des établissements d'éducation spéciale, des lycées professionnels maritimes et des établissements d'enseignement agricole mentionnés aux articles L. 811-8 et L. 813-1 du code rural. »

#### Article 78

Le code de l'éducation est ainsi modifié :

1° Après le deuxième alinéa de l'article L. 234-1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Ce conseil peut siéger en formations restreintes. » ;

2° Le 2° de l'article L. 231-6 est abrogé et le 3° devient le 2° ;

3° Le sixième alinéa de l'article L. 234-2 est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Lorsque le conseil exerce des compétences relatives aux centres de formation des apprentis, un représentant de ces centres nommé par le recteur lui est adjoint. » ;

4° Le 4° de l'article L. 234-3 est ainsi rédigé :

« 4° L'opposition à l'ouverture des établissements d'enseignement privés prévus par les articles L. 441-3, L. 441-7 et L. 441-12. » ;

5° La section 2 du chapitre VII du titre III du livre II et l'article L. 237-2 sont abrogés ;

6° Le dernier alinéa de l'article L. 335-8 est ainsi rédigé :

« Au niveau régional, cette concertation est réalisée au sein des comités de coordination régionaux de l'emploi et de la formation professionnelle, ainsi que, pour les formations assurées par les établissements d'enseignement supérieur, dans le cadre des conseils académiques de l'éducation nationale. » ;

7° Au deuxième alinéa de l'article L. 441-11, les mots : « l'inspecteur de l'éducation nationale désigné par » sont supprimés ;

8° L'article L. 441-12 est ainsi rédigé :

« Art. L. 441-12. – Les oppositions à l'ouverture d'un établissement d'enseignement technique privé sont jugées contradictoirement par le conseil académique de l'éducation nationale dans le délai d'un mois.

« Appel de la décision rendue peut être interjeté dans les dix jours à partir de la notification de cette décision. Il est soumis au Conseil supérieur de l'éducation et jugé contradictoirement dans le délai d'un mois.

« Le demandeur peut se faire assister ou représenter par un conseil devant le conseil académique de l'éducation nationale et devant le Conseil supérieur de l'éducation.

« En cas d'appel, l'ouverture ne peut avoir lieu avant la décision du Conseil supérieur de l'éducation. » ;

9° Au dernier alinéa de l'article L. 441-13, les mots : « comité départemental de l'emploi » sont remplacés par les mots : « conseil académique de l'éducation nationale » ;

10° A l'article L. 914-6, la dernière phrase du dernier alinéa est supprimée.

#### Article 79

I. – L'article L. 213-3 du code de l'éducation est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les biens immobiliers des collèges appartenant à l'Etat à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales lui sont transférés en pleine propriété à titre gratuit. Ce transfert ne donne lieu au versement d'aucun droit, taxe ou honoraires.

« Les biens immobiliers des collèges appartenant à une commune ou un groupement de communes peuvent être transférés en pleine propriété au département, à titre gratuit et sous réserve de l'accord des parties. Lorsque le département effectue sur ces biens des travaux de construction, de reconstruction ou d'extension, ce transfert est de droit, à sa demande, et ne donne lieu au versement d'aucun droit, taxe ou honoraires. »

II. – L'article L. 214-7 du même code est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« Les biens immobiliers des établissements visés à l'article L. 214-6 appartenant à l'Etat à la date d'entrée en vigueur de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales lui sont transférés en pleine propriété à titre gratuit. Ce transfert ne donne lieu au versement d'aucun droit, taxe ou honoraires.

« Les biens immobiliers des établissements visés à l'article L. 214-6 appartenant à un département, une commune ou un groupement de communes peuvent être transférés en pleine propriété à la région, à titre gratuit et sous réserve de l'accord des parties. Lorsque la région effectue sur ces biens des travaux de construction, de reconstruction ou d'extension, ce transfert est de droit, à sa demande, et ne donne lieu au versement d'aucun droit, taxe ou honoraires. »

### Article 80

I. – L'article L. 131-5 du code de l'éducation est ainsi modifié :

1° Les deux derniers alinéas sont ainsi rédigés :

« Toutefois, lorsque le ressort des écoles publiques a été déterminé conformément aux dispositions de l'article L. 212-7, les familles doivent se conformer à la délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, déterminant le ressort de chacune de ces écoles.

« Lorsque le ressort des écoles publiques a été déterminé conformément aux dispositions de l'article L. 212-7, l'inscription des élèves, dans les écoles publiques ou privées, se fait sur présentation d'un certificat d'inscription sur la liste scolaire prévue à l'article L. 131-6. Ce certificat est délivré par le maire, qui y indique l'école que l'enfant doit fréquenter. » ;

2° Il est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« La domiciliation des parents à l'étranger ne peut être une cause de refus d'inscription d'un enfant soumis à l'obligation scolaire. Chaque enfant est inscrit soit dans la commune où ses parents ont une résidence, soit dans celle du domicile de la personne qui en a la garde, soit dans celle où est situé un établissement ou une section d'établissement destinés plus particulièrement aux enfants de Français de l'étranger. »

II. – La première phrase de l'article L. 212-7 du même code est remplacée par deux phrases ainsi rédigées :

« Dans les communes qui ont plusieurs écoles publiques, le ressort de chacune de ces écoles est déterminé par délibération du conseil municipal. Lorsque les dépenses de fonctionnement des écoles publiques ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale sur le territoire duquel il existe plusieurs écoles publiques, le ressort de chacune de ces écoles est déterminé par délibération de l'organe délibérant de cet établissement. »

### Article 81

L'article L. 213-1 du code de l'éducation est ainsi modifié :

1° Le deuxième alinéa est ainsi rédigé :

« A ce titre, le conseil général arrête après avis du conseil départemental de l'éducation nationale, en tenant compte de critères d'équilibre démographique, économique et social, la localisation des établissements, leur capacité d'accueil, leur secteur de recrutement et le mode d'hébergement des élèves. » ;

2° Il est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« Toutefois, les autorités compétentes de l'Etat affectent les élèves dans les collèges publics. »

### Article 82

I. – Après le premier alinéa de l'article L. 213-2 du code de l'éducation, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le département assure l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves, dans les collèges dont il a la charge. »

II. – Après l'article L. 213-2 du même code, il est inséré un article L. 213-2-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 213-2-1. – Le département assure le recrutement et la gestion des personnels techniciens, ouvriers et de service exerçant leurs missions dans les collèges. Ces personnels sont membres de la communauté éducative et concourent directement aux missions du service public de l'éducation nationale dans les conditions fixées à l'article L. 421-23 et à l'article L. 913-1. »

III. – Après le premier alinéa de l'article L. 214-6 du même code, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La région assure l'accueil, la restauration, l'hébergement ainsi que l'entretien général et technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves, dans les établissements dont elle a la charge. »

IV. – Après l'article L. 214-6 du même code, il est inséré un article L. 214-6-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 214-6-1. – La région assure le recrutement et la gestion des personnels techniciens, ouvriers et de service exerçant leurs missions dans les lycées. Ces personnels sont membres de la communauté éducative et concourent directement aux missions du service public de l'éducation nationale dans les conditions fixées aux articles L. 421-23 et L. 913-1. »

V. – Les 3° et 4° de l'article L. 211-8 du même code sont ainsi rédigés :

« 3° De la rémunération du personnel exerçant dans les collèges, sous réserve des dispositions des articles L. 213-2-1 et L. 216-1 ;

[.../...]

[.../...]

**EXTRAITS****Article 84**

A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, les départements deviennent propriétaires et ont la charge du fonctionnement des collèges à sections internationales situés dans leur ressort et du collège d'Etat de Font-Romeu.

A compter de la même date, les régions deviennent propriétaires et ont la charge du fonctionnement des lycées à sections binationales ou internationales situés dans leur ressort, du lycée d'Etat de Font-Romeu, ainsi que des établissements publics nationaux d'enseignement agricole figurant sur une liste fixée par décret.

Les établissements à sections binationales ou internationales et le collège et lycée d'Etat de Font-Romeu sont transformés en établissements publics locaux d'enseignement, conformément aux dispositions de l'article L. 421-1 du code de l'éducation. Les établissements publics nationaux d'enseignement agricole figurant sur une liste fixée par décret sont transformés en établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole, visés à l'article L. 811-8 du code rural.

Par dérogation aux dispositions de l'article L. 212-4 du code de l'éducation, le département assume la charge des classes maternelles et élémentaires fonctionnant, à la date d'entrée en vigueur du présent article, dans ces établissements. Il reçoit une dotation correspondante.

**Article 85**

I. – Aux articles L. 422-1 et L. 422-2 du code de l'éducation, le mot : « seules » est supprimé.

II. – Après l'article L. 422-2 du même code, il est inséré un article L. 422-3 ainsi rédigé :

« Art. L. 422-3. – A la demande, selon le cas, de la commune ou du département, les établissements municipaux ou départementaux d'enseignement sont transformés en établissements publics locaux d'enseignement, conformément aux dispositions de l'article L. 421-1. Les dispositions des articles L. 1321-1 à L. 1321-8 du code général des collectivités territoriales s'appliquent à ce transfert. La commune ou le département conserve, pour une durée qui ne peut être inférieure à six ans sauf accord contraire, la responsabilité des grosses réparations, de l'équipement et du fonctionnement de l'établissement, ainsi que de l'accueil, de l'entretien général et technique, de la restauration et de l'hébergement, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves. La commune ou le département assume, pendant la même période, les charges financières correspondantes, y compris la rémunération des personnels autres que ceux relevant de l'Etat en application de l'article L. 211-8. »

III. – L'article L. 811-8 du code rural est complété par quatre alinéas ainsi rédigés :

« Les établissements d'enseignement et de formation professionnelle agricole relevant des communautés urbaines de Lille et de Dunkerque ainsi que du syndicat intercommunal de gestion du lycée d'enseignement professionnel et horticole de Raismes sont transformés en établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole.

« Leur transfert à la région Nord - Pas-de-Calais n'intervient, sauf convention contraire entre la région et l'établissement public de coopération intercommunale concerné, qu'une fois qu'a été constaté le strict respect de l'ensemble des normes de sécurité s'appliquant aux bâtiments et aux équipements.

« Les dispositions des articles L. 1321-1 à L. 1321-8 du code général des collectivités territoriales s'appliquent à ce transfert de compétence.

« La région prend en charge la rétribution des personnels ouvriers et de service qui exercent leur fonction dans les établissements transformés conformément aux dispositions du présent article. »

**Article 86**

Les établissements publics de coopération intercommunale ou plusieurs communes d'un commun accord, ou une commune, peuvent, après avis des conseils des écoles concernées et accord de l'autorité académique, mener, pour une durée maximum de cinq ans, une expérimentation tendant à créer des établissements publics d'enseignement primaire. Dans le respect des dispositions des articles L. 211-1 et L. 411-1 à L. 411-3 du code de l'éducation, les statuts de ces établissements sont adoptés par délibération, après accord du représentant de l'Etat. Le conseil d'administration de l'établissement comprend des représentants des collectivités territoriales, des enseignants et des parents. Un décret en Conseil d'Etat détermine les règles d'organisation et de fonctionnement de cet établissement ainsi que les modalités d'évaluation des résultats de l'expérimentation.

**Article 87**

I. – L'article L. 212-8 du code de l'éducation est ainsi modifié :

1° Le premier alinéa est complété par une phrase ainsi rédigée :

« Lorsque les compétences relatives au fonctionnement des écoles publiques ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale, le territoire de l'ensemble des communes constituant cet établissement est assimilé, pour l'application du présent article, au territoire de la commune d'accueil ou de la commune de résidence et l'accord sur la répartition des dépenses de fonctionnement relève de l'établissement public de coopération intercommunale. » ;

2° Le cinquième alinéa est remplacé par six alinéas ainsi rédigés :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, un décret en Conseil d'Etat précise les modalités selon lesquelles, sans préjudice du dernier alinéa du présent article, une commune est tenue de participer financièrement à la scolarisation d'enfants résidant sur son territoire lorsque leur inscription dans une autre commune est justifiée par des motifs tirés de contraintes liées :

« 1° Aux obligations professionnelles des parents ;

« 2° A l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune ;

« 3° A des raisons médicales.

« Ce décret précise, en outre, les conditions dans lesquelles, en l'absence d'accord, la décision est prise par le représentant de l'Etat dans le département.

« Lorsque les compétences relatives au fonctionnement des écoles publiques ont été transférées à un établissement public de coopération intercommunale, le président de cet établissement est substitué au maire de la commune de résidence pour apprécier la capacité d'accueil et donner l'accord à la participation financière. »

II. – Après l'article L. 442-13 du même code, il est inséré un article L. 442-13-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 442-13-1. – Lorsqu'un établissement public de coopération intercommunale est compétent pour le fonctionnement des écoles publiques, cet établissement est substitué aux communes dans leurs droits et obligations à l'égard des établissements d'enseignement privés ayant passé avec l'Etat l'un des contrats prévus aux articles L. 442-5 et L. 442-12. »

### Article 88

I. – Le premier alinéa de l'article L. 213-12 du code de l'éducation est complété par une phrase ainsi rédigée :

« L'autorité compétente pour l'organisation des transports urbains peut également confier, par convention, tout ou partie de l'organisation des transports scolaires au département. »

II. – Après l'article L. 213-12 du même code, il est inséré un article L. 213-12-1 ainsi rédigé :

« Art. L. 213-12-1. – La région et le département peuvent participer au financement des frais de transport individuel des élèves vers les établissements scolaires dont ils ont la charge.

« Une convention avec le conseil général ou l'autorité compétente pour l'organisation des transports scolaires prévoit les conditions de participation de la région ou du département au financement de ces transports scolaires. »

### Article 89

Les trois premiers alinéas de l'article L. 212-8 du code de l'éducation sont applicables pour le calcul des contributions des communes aux dépenses obligatoires concernant les classes des écoles privées sous contrat d'association.

### Article 90

Après le deuxième alinéa de l'article L. 213-11 du code de l'éducation, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Le département est consulté par l'autorité compétente de l'Etat, dans des conditions fixées par décret, avant toute décision susceptible d'entraîner une modification substantielle des besoins en matière de transport scolaire. »

### Article 91

Le chapitre VI du titre I<sup>er</sup> du livre II du code de l'éducation est complété par un article L. 216-11 ainsi rédigé :

« Art. L. 216-11. – Les collectivités territoriales et l'Etat peuvent conclure des conventions en vue de développer des activités communes dans le domaine éducatif et culturel et créer, ou gérer ensemble, les moyens et services nécessaires à ces activités.

« A cet effet, il peut être constitué avec d'autres personnes morales de droit public ou privé un groupement d'intérêt public, auquel s'appliquent les dispositions de l'article 21 de la loi n° 82-610 du 15 juillet 1982 d'orientation et de programmation pour la recherche et le développement technologique de la France. »

[.../...]

[.../...]

EXTRAIT

15

## CHAPITRE II

### Situation individuelle des agents

#### Article 109

I. – Dans le délai de deux ans à compter de la date de publication des décrets en Conseil d'Etat fixant les transferts définitifs des services, les fonctionnaires de l'Etat exerçant leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré à une collectivité territoriale ou à un groupement de collectivités territoriales peuvent opter soit pour le statut de fonctionnaire territorial, soit pour le maintien du statut de fonctionnaire de l'Etat.

II. – Les fonctionnaires de l'Etat ayant opté pour le statut de fonctionnaire territorial sont intégrés dans un cadre d'emploi de la fonction publique territoriale dans les conditions prévues par les dispositions statutaires applicables à ce cadre d'emplois. Les services effectifs accomplis par les intéressés dans leur corps d'origine sont assimilés à des services accomplis dans ce cadre d'emplois.

III. – Les fonctionnaires de l'Etat ayant opté pour le maintien de leur statut sont placés en position de détachement auprès de la collectivité territoriale ou du groupement de collectivités territoriales dont relève désormais leur service.

Par dérogation à la section 2 du chapitre V de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat, ces détachements sont sans limitation de durée. L'autorité territoriale exerce le pouvoir disciplinaire sur les fonctionnaires ainsi détachés. Elle informe l'administration gestionnaire de leur corps d'origine des sanctions prononcées.

Lorsque les fonctionnaires détachés sont placés, sur leur demande, dans une position statutaire dont le bénéfice est de droit, le détachement est suspendu.

Les fonctionnaires détachés sans limitation de durée peuvent, à tout moment, demander à être intégrés dans la fonction publique territoriale.

Les fonctionnaires qui, à l'expiration du délai mentionné au I du présent article, n'ont pas fait usage du droit d'option mentionné à ce paragraphe sont placés en position de détachement sans limitation de durée.

Les dispositions de l'article 41 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ne sont pas applicables à la nomination des fonctionnaires mentionnés au I du présent article à des emplois des services ou parties de services transférés en application de la présente loi à une collectivité territoriale ou à un groupement de collectivités territoriales.

IV. – Les dispositions des I à III sont applicables aux fonctionnaires de l'Etat mis à disposition du département en application de l'article 42 de la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 portant décentralisation en matière de revenu minimum d'insertion et créant un revenu minimum d'activité.

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article.

#### Article 110

A la date d'entrée en vigueur des décrets en Conseil d'Etat fixant les transferts définitifs des services ou parties de services auxquels ils sont affectés, les agents non titulaires de droit public de l'Etat et de ses établissements publics deviennent agents non titulaires de droit public de la fonction publique territoriale. Ils conservent, à titre individuel, le bénéfice des stipulations de leur contrat. Les services antérieurement accomplis en qualité d'agent non titulaire de droit public de l'Etat et de ses établissements publics sont assimilés à des services accomplis dans la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales d'accueil.

Les agents dont le contrat arrive à échéance avant la date d'entrée en vigueur du décret en Conseil d'Etat fixant le transfert définitif des services peuvent être recrutés en qualité d'agents non titulaires de la fonction publique territoriale.

Les dispositions de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, en ce qu'elles déterminent les conditions de recrutement des agents non titulaires, et de l'article 41 de ladite loi ne sont pas applicables au recrutement des agents non titulaires de droit public de l'Etat et de ses établissements publics à des emplois des services ou parties de services transférés à une collectivité territoriale ou à un groupement de collectivités territoriales en application de la présente loi.

Les dispositions du présent article sont applicables aux agents non titulaires de l'Etat mis à disposition du département en application de l'article 42 de la loi n° 2003-1200 du 18 décembre 2003 précitée.

### Article 111

Les fonctionnaires de l'Etat mentionnés à l'article 109 de la présente loi et appartenant à un corps classé en catégorie active au sens du 1<sup>o</sup> du I de l'article L. 24 du code des pensions civiles et militaires de retraite conservent, à titre personnel, le bénéfice des avantages qui en découlent. Ils peuvent, si besoin est, compléter la durée de service en vue de remplir la condition de quinze ans exigée par les dispositions qui leur sont applicables au titre du régime de pension dont ils relèvent dès lors qu'ils exercent dans la collectivité territoriale ou le groupement de collectivités territoriales d'accueil des fonctions ayant, par leur contenu, la même nature que celles qu'ils exerçaient antérieurement au service de l'Etat.

### CHAPITRE III

#### Mises à disposition au titre de l'expérimentation et des délégations de compétences

### Article 112

Les services ou parties de services qui participent à l'exercice des compétences faisant l'objet d'une expérimentation ou d'une délégation de compétence sont, pour la durée de l'expérimentation ou de la délégation de compétence et suivant les dispositions du II de l'article 104, mis, pour l'exercice de leurs missions, à disposition, selon le cas, de la région ou de la collectivité territoriale de Corse, du département, du groupement de collectivités territoriales ou de la commune.

Pour les expérimentations ou les délégations de compétences ayant fait l'objet d'une convention postérieurement à la publication du décret approuvant une convention type, le délai de trois mois prévu à l'article 104 court à compter de la date de la convention de mise en œuvre de l'expérimentation ou de la délégation de compétence.

Les fonctionnaires et les agents non titulaires de l'Etat et de ses établissements publics qui exercent leurs fonctions dans un service ou partie de service mis à disposition à titre expérimental ou dans le cadre d'une délégation de compétence autre que celles visées aux articles L. 301-5-1 et L. 301-5-2. du code de la construction et de l'habitation, en application de la présente loi, d'une collectivité territoriale ou d'un groupement de collectivités territoriales, sont de plein droit mis à disposition, à titre individuel, de cette collectivité ou de ce groupement. Ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité, selon le cas, du président du conseil régional ou du président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse, du président du conseil général, du président de l'organe délibérant du groupement de collectivités territoriales ou du maire.

### CHAPITRE IV

#### Dispositions diverses

### Article 113

Une commission commune au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale est constituée. Elle est consultée notamment sur la convention type mentionnée à l'article 104.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article. Il fixe notamment les règles applicables à la désignation des membres de la commission.

### Article 114

Les décrets en Conseil d'Etat pris en application du VII de l'article 104 sont soumis aux avis des seuls comités techniques paritaires ministériels intéressés.

Les conventions prévues au III de l'article 104 ou, à défaut, les arrêtés pris en application du IV du même article sont soumis aux avis des seuls comités techniques paritaires locaux intéressés.

### Article 115

I. – Le premier alinéa de l'article 39 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale est ainsi rédigé :

« En vue de favoriser la promotion interne, les statuts particuliers fixent une proportion de postes susceptibles d'être proposés au personnel appartenant déjà à l'administration ou à une organisation internationale intergouvernementale, non seulement par voie de concours, selon les modalités définies au 2<sup>o</sup> de l'article 36, mais aussi par la nomination de fonctionnaires ou de fonctionnaires internationaux, suivant l'une des modalités ci-après : ».

II. – Après le troisième alinéa du même article, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Chaque statut particulier peut prévoir l'application des deux modalités ci-dessus, sous réserve qu'elles bénéficient à des agents placés dans des situations différentes. »



[.../...]

EXTRAIT

**Article 120**

Après l'article L. 1614-1 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 1614-1-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 1614-1-1.* – Toute création ou extension de compétence ayant pour conséquence d'augmenter les charges des collectivités territoriales est accompagnée des ressources nécessaires déterminées par la loi. »

**Article 121**

I. – L'article L. 1614-8 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :

« *Art. L. 1614-8.* – Les crédits précédemment ouverts au budget de l'Etat pour les investissements exécutés ou subventionnés par l'Etat au titre des ports transférés en application du premier alinéa de l'article 6 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, ou de l'article 30 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, font l'objet d'un concours particulier de la dotation générale de décentralisation. Ils sont répartis, dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat, entre les collectivités territoriales ou leurs groupements qui réalisent des travaux d'investissement ou participent à leur financement, au titre des compétences transférées. »

II. – Les ressources précédemment consacrées par l'Etat à l'exercice des compétences transférées aux collectivités territoriales par le XI de l'article 82 et par les articles 97 et 101 de la présente loi sont intégrées dans la dotation générale de décentralisation et réparties entre les collectivités territoriales désormais compétentes ou leurs groupements désormais compétents dans des conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat.

III. – Pour ce qui concerne les crédits d'investissement, le transfert aux départements des routes, de leurs accessoires et de leurs dépendances s'accompagne du transfert concomitant des ressources équivalentes, calculées hors taxes et hors fonds de concours, à celles qui étaient consacrées aux dépenses d'entretien préventif et curatif, de réhabilitation, d'exploitation et d'aménagements liés à la sécurité routière et à la prise en compte des risques naturels, des voiries transférées. Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application du présent III.

IV. – Les compensations financières prévues par le IV de l'article 10 de la loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services sont maintenues jusqu'à la date du transfert de ces services. Les transferts d'emplois résultant de l'application de la présente loi ne sont pas pris en compte pour le calcul de ces compensations.

V. – Après l'article L. 3334-16 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un article L. 3334-16-1 ainsi rédigé :

« *Art. L. 3334-16-1.* – Le montant des crédits consacrés par l'Etat au fonctionnement et à l'équipement des collèges à sections binationales ou internationales et du collège de Font-Romeu est intégré dans la dotation générale de décentralisation des départements auxquels ils sont transférés, dans les conditions prévues aux articles L. 1614-1 à L. 1614-3. »

[.../...]

[.../...]

EXTRAIT

**Article 197**

Dans le premier alinéa de l'article L. 2221-10 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « l'autonomie financière », sont insérés les mots : « , dénommées établissement public local, ».

**Article 198**

Dans l'article L. 2511-33 du code général des collectivités territoriales, après les mots : « le II de l'article L. 2123-24, », sont insérés les mots : « le III de l'article L. 2123-24-1, ».

**Article 199**

Les dispositions des titres I<sup>er</sup> à VIII sont applicables, sous réserve de l'entrée en vigueur des dispositions relevant de la loi de finances et sauf disposition particulière de la présente loi, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Les décrets d'application prévus par la présente loi peuvent être pris dès sa publication.

**Article 200**

Les dispositions des articles 172 et 174 sont applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Article 201**

La loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage est ainsi modifiée :

1° L'article 2 est complété par un III ainsi rédigé :

« III. – Le délai de deux ans prévu au I est prorogé de deux ans, à compter de sa date d'expiration, lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale a manifesté, dans ce délai, la volonté de se conformer à ses obligations :

- « – soit par la transmission au représentant de l'Etat dans le département d'une délibération ou d'une lettre d'intention comportant la localisation de l'opération de réalisation ou de réhabilitation d'une aire d'accueil des gens du voyage ;
- « – soit par l'acquisition des terrains ou le lancement d'une procédure d'acquisition des terrains sur lesquels les aménagements sont prévus ;
- « – soit par la réalisation d'une étude préalable.

« Le délai d'exécution de la décision d'attribution de subvention, qu'il s'agisse d'un acte unilatéral ou d'une convention, concernant les communes ou établissements publics de coopération intercommunale qui se trouvent dans la situation ci-dessus est prorogé de deux ans. » ;

2° Dans le premier alinéa du I de l'article 3, après les mots : « à l'expiration du délai de deux ans suivant la publication du schéma départemental », sont insérés les mots : « prorogé de deux ans supplémentaires au bénéfice des communes ou établissements publics de coopération intercommunale qui se trouvent dans les conditions prévues au III de l'article 2. »

**Article 202**

Après le premier alinéa de l'article L. 1111-4 du code général des collectivités territoriales, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Afin d'étudier et débattre de tous sujets concernant l'exercice de compétences pour lesquelles une concertation est prévue par la loi et de tous domaines nécessitant une harmonisation entre les deux niveaux de collectivités, il est créé une instance de concertation entre la région et les départements dénommée "conférence des exécutifs". Cette instance est composée du président du conseil régional, des présidents des conseils généraux, des présidents des communautés urbaines et des présidents des communautés d'agglomération situées sur le territoire régional. Elle se réunit à l'initiative du président du conseil régional au moins une fois par an. »

**Article 203**

*[Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 2004-503 DC du 12 août 2004.]*

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 13 août 2004.

JACQUES CHIRAC

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

JEAN-PIERRE RAFFARIN

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

#### Décret n° 2004-1349 du 9 décembre 2004 portant création de la commission commune de suivi des transferts de personnels entre l'Etat et les collectivités territoriales

NOR : FPPA0410019D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales et du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, notamment son article 113 ;

Vu le décret n° 82-450 du 28 mai 1982 modifié relatif au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 84-346 du 10 mai 1984 modifié relatif au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat en date du 19 octobre 2004 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale en date du 27 octobre 2004 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décrète :

#### TITRE I<sup>er</sup>

#### COMPÉTENCES DE LA COMMISSION

**Art. 1<sup>er</sup>.** – La commission commune de suivi des transferts de personnels entre l'Etat et les collectivités territoriales est consultée sur le décret approuvant la convention type mentionné au III de l'article 104 de la loi du 13 août 2004 susvisée.

Elle est consultée sur les projets de décrets portant création de cadres d'emplois spécifiques en vue de l'intégration dans la fonction publique territoriale des fonctionnaires de l'Etat concernés et le projet de décret mentionné au dernier alinéa de l'article 109 de la loi du 13 août 2004 susvisée.

Dans un délai de trois ans à compter de la publication des décrets fixant les transferts définitifs des services, le bilan des transferts de personnels et des demandes d'intégration des agents de l'Etat dans un cadre d'emplois de la fonction publique territoriale, établi par les administrations concernées, lui est soumis.

**Art. 2.** – Elle peut être saisie de toute question relative aux conditions du transfert des personnels soit, conjointement, par la moitié au moins des membres du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et la moitié au moins des membres du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, soit par le ministre chargé de la fonction publique et le ministre chargé des collectivités territoriales. Dans ce cas, la commission peut proposer toute mesure susceptible de garantir le bon déroulement des opérations de transfert de personnels et d'intégration des agents relevant de la fonction publique de l'Etat dans la fonction publique territoriale.

Elle peut être saisie soit, conjointement, par la moitié au moins des membres du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et la moitié au moins des membres du Conseil supérieur de la fonction publique

territoriale, soit par le ministre chargé de la fonction publique et le ministre chargé des collectivités territoriales, soit, dans les deux mois suivant la demande écrite présentée par la moitié au moins de ses membres, de toute question relative aux relations entre la fonction publique de l'Etat et la fonction publique territoriale.

## TITRE II

### COMPOSITION DE LA COMMISSION

**Art. 3.** – La commission est composée de vingt membres titulaires désignés en qualité de représentants du Conseil supérieur de l'Etat et de vingt membres titulaires désignés en qualité de représentants du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale. Ils sont désignés respectivement parmi les membres du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et ceux du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

**Art. 4.** – I. – Les représentants du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat sont désignés par le président de ce conseil et comprennent :

1° Dix représentants de l'administration ;

2° Dix représentants des organisations syndicales, dont :

a) Trois représentants des organisations syndicales représentées par au moins six membres titulaires au sein du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, sur la proposition de chacune d'entre elles ;

b) Deux représentants des organisations syndicales représentées par au moins quatre membres titulaires au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, sur la proposition de chacune d'entre elles ;

c) Un représentant des organisations syndicales représentées par moins de quatre membres titulaires au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat, sur la proposition de chacune d'entre elles.

II. – Les représentants du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale sont désignés par le président de ce conseil et comprennent :

1° Dix représentants des collectivités territoriales, dont :

a) Quatre représentants des communes ;

b) Quatre représentants des départements ;

c) Deux représentants des régions ;

2° Dix représentants des organisations syndicales, dont :

a) Trois représentants des organisations syndicales représentées par au moins six membres titulaires au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, sur la proposition de chacune d'entre elles ;

b) Deux représentants des organisations syndicales représentées par au moins quatre membres titulaires au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, sur la proposition de chacune d'entre elles ;

c) Un représentant des organisations syndicales représentées par moins de quatre membres titulaires au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, sur la proposition de chacune d'entre elles.

III. – Chaque membre titulaire a un suppléant désigné dans les mêmes conditions.

**Art. 5.** – I. – Le mandat des membres de la commission représentant l'administration expire à l'issue de leur mandat au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat.

II. – Le mandat des membres de la commission représentant les communes, les départements et les régions expire à la fin de leur mandat au sein du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale. Dans tous les cas, leur mandat est prorogé jusqu'à l'installation des membres titulaires et suppléants qui les remplacent.

III. – Le mandat des membres de la commission représentant le personnel expire à l'issue de leur mandat au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

Les représentants désignés sur proposition d'une organisation syndicale cessent de faire partie de la commission si cette organisation en fait la demande par écrit au président du conseil supérieur intéressé. La cessation de fonctions est effective un mois après la réception de cette demande.

Les fonctions de membre de la commission sont renouvelables.

En cas de décès ou de démission d'un membre titulaire de la commission ou de la perte de la qualité au titre de laquelle il a été désigné, il est remplacé par son suppléant. Lorsque le siège ne peut être pourvu par le suppléant, le président du conseil supérieur compétent désigne, dans les conditions définies à l'article 4, un nouveau membre titulaire et un suppléant.

**Art. 6.** – La liste des membres titulaires et suppléants de la commission fait l'objet d'un arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé de la fonction publique publié au *Journal officiel* de la République française.

## TITRE III

### ORGANISATION DE LA COMMISSION

**Art. 7.** – La commission comprend deux coprésidents.

Le président du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat désigne un coprésident parmi les représentants de l'administration siégeant à la commission.

Le président du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale désigne un coprésident parmi les représentants des collectivités territoriales siégeant à la commission.

Les fonctions de coprésident de la commission sont incompatibles avec celles de président du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et de président du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

La présidence des séances de la commission est assurée alternativement par les coprésidents.

Le mandat du coprésident de la commission désigné par le président du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale est prorogé jusqu'à l'installation du membre qui le remplace.

**Art. 8.** – Les représentants du ministre chargé de la fonction publique et du ministre chargé des collectivités territoriales assistent aux délibérations de la commission avec voix consultative.

Les représentants d'autres départements ministériels peuvent assister aux séances pour les débats qui les concernent.

Les membres suppléants ne peuvent siéger à la commission en même temps que les membres titulaires qu'ils suppléent.

**Art. 9.** – Celui des coprésidents chargé de la présidence de la séance peut convoquer, à la demande soit des représentants de l'Etat, soit des représentants des collectivités territoriales, soit des représentants des organisations syndicales, une personne dont l'audition est de nature à éclairer les débats. Cette personne ne peut assister qu'à la partie des débats, à l'exclusion du vote, relative aux questions pour lesquelles son audition est demandée.

**Art. 10.** – La commission arrête son règlement intérieur.

#### TITRE IV

#### FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION

**Art. 11.** – La commission se réunit à l'initiative de ses co-présidents ou sur la demande du ministre chargé des collectivités territoriales et du ministre chargé de la fonction publique.

**Art. 12.** – Les demandes d'avis présentées par le Gouvernement sont inscrites par priorité à l'ordre du jour.

**Art. 13.** – La commission émet des avis ou des propositions à la majorité des suffrages exprimés.

Le vote par procuration est admis. Un membre présent ne peut disposer que d'une procuration.

Lorsqu'un membre titulaire est remplacé par un membre suppléant, celui-ci dispose du droit de vote du titulaire sans pouvoir donner ni recevoir procuration.

Les avis et les propositions adoptés par la commission sont transmis au Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale. Le président de séance désigne un membre de la commission chargé de rapporter ses travaux auprès de ces conseils.

**Art. 14.** – Les délibérations de la commission ne sont pas publiques.

Elles ne sont valables que si les deux tiers au moins des membres sont présents ou représentés lors de l'ouverture de la réunion.

Lorsque le quorum prévu à l'alinéa précédent n'est pas atteint, une nouvelle réunion de la commission se tient dans le délai de huit jours. Elle siège alors valablement si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

**Art. 15.** – Les membres de la commission et les rapporteurs sont soumis à l'obligation de discrétion professionnelle pour tous les faits et documents dont ils ont eu connaissance en leur qualité.

**Art. 16.** – Un secrétariat est mis à la disposition de la commission par le directeur général de l'administration et de la fonction publique et le directeur général des collectivités locales.

Un procès-verbal est établi après chaque séance de la commission et soumis à approbation lors de la séance suivante. Il est également transmis, pour information, aux membres du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat et du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

**Art. 17.** – Les fonctions de président et de membre de la commission sont gratuites.

Seuls des frais de déplacement et de séjour sont alloués, le cas échéant, dans les conditions prévues par le décret du 28 mai 1990 susvisé.

**Art. 18.** – Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, la ministre déléguée à l'intérieur et le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 décembre 2004.

JEAN-PIERRE RAFFARIN

Par le Premier ministre :

*Le ministre de la fonction publique  
et de la réforme de l'Etat,*

RENAUD DUTREIL

*Le ministre de l'intérieur,  
de la sécurité intérieure  
et des libertés locales,*

DOMINIQUE DE VILLEPIN

*Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,*

HERVÉ GAYMARD

*La ministre déléguée à l'intérieur,*

MARIE-JOSÉE ROIG

*Le ministre délégué au budget  
et à la réforme budgétaire,  
porte-parole du Gouvernement,*

JEAN-FRANÇOIS COPÉ

# Décrets, arrêtés, circulaires

## TEXTES GÉNÉRAUX

### MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR, DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET DES LIBERTÉS LOCALES

#### Décret n° 2005-529 du 24 mai 2005 portant création des commissions tripartites locales

NOR : FPPA0510001D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales et du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,

Vu la loi n° 92-1255 du 2 décembre 1992 relative à la mise à la disposition des départements des services déconcentrés du ministère de l'équipement et à la prise en charge des dépenses de ces services ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales, et notamment son article 104 ;

Vu le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements des personnels civils sur le territoire métropolitain de la France lorsqu'ils sont à la charge des budgets de l'Etat, des établissements publics nationaux à caractère administratif et de certains organismes subventionnés ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'avis de la commission commune de suivi des transferts de personnels entre l'Etat et les collectivités territoriales rendu le 26 janvier 2005,

Décrète :

**Art. 1<sup>er</sup>.** – Des commissions locales de suivi des transferts des services et des personnels sont instituées auprès de chaque préfet de région et auprès de chaque préfet de département à compter de l'entrée en vigueur des conventions constatant la liste des services ou parties de services mis à disposition des collectivités territoriales ou des arrêtés interministériels mentionnés à l'article 104 de la loi du 13 août 2004 susvisée.

Pour les besoins du transfert définitif des services relevant de l'article 7 de la loi du 2 décembre 1992 susvisée, ces commissions peuvent être réunies dès la publication du présent décret.

**Art. 2.** – La commission locale placée auprès du préfet de région comprend trois collèges :

- le premier collège est composé des représentants des services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat dans la région appelés, en totalité ou en partie, à être transférés à la région, désignés par le préfet de région ;
- le deuxième collège est composé des représentants de la région, désignés par le préfet de région sur proposition du président du conseil régional ou, en Corse, désignés par le préfet de Corse, sur proposition du président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse ;
- le troisième collège est composé des représentants du personnel de la fonction publique de l'Etat, désignés par le préfet de région sur proposition des organisations syndicales.

La commission locale placée auprès du préfet de département comprend trois collèges :

- le premier collège est composé des représentants des services déconcentrés des administrations civiles de l'Etat dans le département appelés, en totalité ou en partie, à être transférés au département, désignés par le préfet de département ;
- le deuxième collège est composé des représentants du département, désignés par le préfet de département sur proposition du président du conseil général ;
- le troisième collège est composé des représentants du personnel de la fonction publique de l'Etat, désignés par le préfet de département sur proposition des organisations syndicales.

**Art. 3.** – Les commissions sont associées aux travaux préalables à l'élaboration des décrets fixant les modalités de transferts définitifs des services et parties de services mentionnés au VII de l'article 104 de la loi du 13 août 2004 susvisée.

Elles sont associées à la mise en œuvre des modalités pratiques des transferts définitifs des services et des personnels, selon le cas, au niveau régional ou départemental.

**Art. 4.** – Les commissions se réunissent à l'initiative du préfet ou à la demande de la moitié au moins des représentants du personnel. Elles sont présidées par le préfet ou son représentant.

Dans le respect des dispositions de l'article 2 du présent décret, la composition nominative de chacun des trois collèges de la commission est fixée par le représentant de l'Etat. Elle peut être adaptée, à chaque réunion, pour tenir compte de l'ordre du jour.

Le collège des représentants du personnel, sans que le nombre total des membres puisse être modifié, est composé, en fonction de l'ordre du jour, compte tenu de la représentativité des organisations syndicales appréciée plus particulièrement sur la base des résultats obtenus aux comités techniques paritaires locaux placés auprès des chefs de service déconcentrés intéressés.

Les représentants du personnel peuvent être assistés de suppléants. Ils sont désignés dans les mêmes conditions que les membres titulaires.

**Art. 5.** – Les membres et les experts des commissions locales sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle à raison des pièces et documents relatifs notamment à des sujets d'ordre individuel dont ils ont eu connaissance en cette qualité.

Une autorisation d'absence est accordée aux représentants des organisations syndicales siégeant au sein des commissions pour leur permettre de prendre part aux réunions sur simple présentation de leur convocation.

Les membres des commissions ne perçoivent aucune indemnité du fait de leurs fonctions au sein des commissions. Ils sont toutefois indemnisés de leurs frais de déplacement et de séjour dans les conditions fixées par le décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié susvisé.

**Art. 6.** – Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, la ministre déléguée à l'intérieur et le ministre délégué au budget et à la réforme budgétaire, porte-parole du Gouvernement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République.

Fait à Paris, le 24 mai 2005.

JEAN-PIERRE RAFFARIN

Par le Premier ministre :

*Le ministre de l'intérieur,  
de la sécurité intérieure  
et des libertés locales,*  
DOMINIQUE DE VILLEPIN

*Le ministre de l'économie,  
des finances et de l'industrie,*  
THIERRY BRETON

*Le ministre de la fonction publique  
et de la réforme de l'Etat,*  
RENAUD DUTREIL

*La ministre déléguée à l'intérieur,*  
MARIE-JOSÉE ROIG

*Le ministre délégué au budget  
et à la réforme budgétaire,  
porte-parole du Gouvernement,*  
JEAN-FRANÇOIS COPÉ



## DOCUMENT N°4

Région de F.

République française

.....  
Liberté – Egalité – FraternitéMinistère de l'éducation  
nationale, de l'enseignement  
supérieur et de la rechercheMinistère de l'intérieur et de  
l'aménagement du territoireArrêté

pris pour l'application de l'article 104-IV de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et concernant les compétences transférées à la région de F., dans le domaine de l'éducation nationale.

Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire,

Vu le code de l'éducation ;

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 104 ;

Vu le décret n° 2005-2 du 4 janvier 2005 portant approbation de la convention type prévue par l'article 104 de la loi du 13 août 2004 précitée ;

Vu l'avis motivé de la commission nationale de conciliation en date du 21 septembre 2005,

Vu l'avis du comité technique paritaire académique en date du 26 septembre 2005.

## Arrêtent :

Article 1er : Sont mis à disposition de la région de F., en raison des transferts de compétences dans le domaine de l'éducation nationale et dans l'attente de la publication du décret de transfert des services prévu au VII de l'article 104 de la loi du 13 août 2004 susvisée :

- a) les services ou parties de services participant à l'exercice des compétences mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 213-2 du code de l'éducation,
- b) les parties de services des rectorats et des inspections académiques participant à l'exercice des compétences mentionnées à l'article L. 213-2-1 du code de l'éducation.

La liste des services ou parties de services concernés est fixée en annexe au présent arrêté.

Région de F.

Article 2 : Conformément aux dispositions du II de l'article L. 421-23 du code de l'éducation, le président du conseil régional, pour l'exercice des compétences incombant à la collectivité de rattachement, s'adresse directement au chef d'établissement dont relèvent des services ou parties de services mentionnés au a) de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté.

Il lui fait connaître les objectifs fixés par la collectivité de rattachement et les moyens que celle-ci alloue à cet effet à l'établissement. Le chef d'établissement est chargé de mettre en oeuvre ces objectifs et de rendre compte de l'utilisation de ces moyens.

Article 3 : Conformément aux dispositions du III de l'article 104 de la loi du 13 août 2004 susvisée, le président du conseil régional, dispose, en tant que de besoin, des services ou parties de services mentionnés au b) de l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, qui sont mis à sa disposition et placés sous son autorité à compter de la date du présent arrêté.

Pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil régional et pour l'exercice des pouvoirs et responsabilités dévolus dans le domaine des compétences transférées, le président du conseil régional adresse directement aux chefs des services ou parties de services concernés toutes instructions nécessaires à l'exécution des tâches qu'il leur confie. Il contrôle l'exécution de ces tâches.

Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature aux chefs desdits services pour l'exécution des missions qu'il leur confie en application de l'alinéa précédent.

Article 4 : Le directeur des personnels, de la modernisation et de l'administration au ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le directeur de la modernisation et de l'action territoriale et le directeur général des collectivités locales au ministère de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie certifiée conforme  
à l'original

Pour le Préfet de Région  
L'Attaché,



A

S

Fait à Paris, le 18 NOV. 2005

Le ministre de l'éducation  
nationale de l'enseignement  
supérieur et de la recherche

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur des personnels, de la modernisation  
et de l'administration

Dominique ANTOINE

Le ministre d'Etat, ministre de  
l'intérieur et de l'aménagement du  
territoire

Pour le ministre et par délégation,  
Le directeur général  
des collectivités locales

Dominique SCHMITT

## Annexe

I : Sont mis à disposition les services et parties de services chargés de l'accueil, de la restauration, de l'hébergement et de l'entretien général et technique dans les lycées ainsi que ceux chargés du recrutement et de la gestion des personnels techniciens, ouvriers et de service exerçant leurs missions dans les lycées, conformément aux articles 82 et 104 de la loi du 13 août 2004 précitée.

II : Le président du Conseil régional de F. dispose à ce titre des services ou parties de services :

- a) des établissements publics locaux d'enseignement, chargés de l'accueil, de la restauration, de l'hébergement et de l'entretien général et technique ;
- b) des services mutualisés, chargés d'assurer le remplacement des personnels techniques, ouvriers et de service dans les établissements publics locaux d'enseignement du département ;
- c) des services du rectorat de l'académie de B. chargés de la gestion du secteur de recrutement des lycées et de la gestion administrative et financière des personnels techniques, ouvriers et de service.

III : Il est constaté que participant à l'exercice des compétences de l'Etat, transférées en application des dispositions de la loi du 13 août 2004 précitée, à la date du 31 décembre 2004, l'équivalent de 1 280,30 emplois équivalent temps plein physique, occupés par 1 348 agents ainsi répartis :

- a) Etablissements publics locaux d'enseignement  
 938,4 agents titulaires de catégorie C, équivalents temps plein physique (occupés par 987 agents) répartis comme suit :
- ♦ 86,80 agents titulaires M.O., équivalents temps plein physique (occupés par 89 agents)
  - ♦ 212,60 agents titulaires O.P., équivalents temps plein physique (occupés par 219 agents)
  - ♦ 639 agents titulaires O.E.A., équivalents temps plein physique (occupés par 679 agents)

27,3 agents non titulaires de droit public, équivalent temps plein physique (occupés par 32 agents) ;  
 17 agents non titulaires de droit privé (CEC) ;

- b) Cités scolaires  
 222 agents titulaires de catégorie C, équivalents temps plein physique (occupés par 234 agents) répartis comme suit :
- ♦ 23 agents titulaires M.O., équivalents temps plein physique (occupés par 23 agents)
  - ♦ 48,10 agents titulaires O.P., équivalents temps plein physique (occupés par 49 agents)
  - ♦ 150,90 agents titulaires O.E.A., équivalents temps plein physique (occupés par 162 agents)

5 agents non titulaires de droit public, équivalents temps plein physique (occupés par 6 agents) ;

- c) services mutualisés sur emplois budgétaires  
 86,60 agents titulaires de catégorie C, équivalents temps plein physique (occupés par 88 agents) répartis comme suit :
- ♦ 22,20 agents titulaires M.O., équivalents temps plein physique (occupés par 23 agents)
  - ♦ 60,40 agents titulaires O.P., équivalents temps plein physique (occupés par 61 agents)
  - ♦ 4 agents titulaires O.E.A., équivalents temps plein physique (occupés par 4 agents)

1 agent non titulaire de droit public, équivalent temps plein physique (occupé par 1 agent) ;

d) services académiques sur emplois budgétaires pour tous les lycées de la région F.

Une dotation forfaitaire de 18,5 ETP agents titulaires et non titulaires (3 A, 4 B, 11,5 C dont 1,5 non titulaires de catégorie C), qui participent à la gestion des personnels TOS. A titre indicatif, la répartition pourrait être :

8,5 agents titulaires de catégorie C, équivalents temps plein physique (occupés par 9 agents) répartis comme suit :

- ♦ 1 agent titulaire de catégorie A, équivalent temps plein physique (occupé par 1 agent) ;
- ♦ 1 agent titulaire de catégorie B, équivalent temps plein physique (occupé par 1 agent) ;
- ♦ 6 agents titulaires et 0,5 agent non titulaire de catégorie C, équivalents temps plein physique (occupés par 7 agents) ;

qui sont mis, à la disposition du président du conseil régional du F. à la date de signature du présent arrêté.

IV : En application des dispositions de l'article 83 de la loi du 13 août 2004 précitée, il est constaté que sont prévus, en 2005, au niveau académique.

Le recrutement par concours de :  
 30 ouvriers d'entretien et d'accueil ;  
 18 ouvriers professionnels ;  
 5 maîtres ouvriers ;

Le départ (mutations, départs à la retraite...) de :  
 31 ouvriers d'entretien et d'accueil ;  
 8 ouvriers professionnels ;  
 7 maîtres ouvriers ;

L'affectation (mutations...) de :  
 21 ouvriers d'entretien et d'accueil ;  
 7 ouvriers professionnels ;  
 2 maîtres ouvriers ;

Article 5 : Il est constaté que sont actuellement en position interruptive d'activité, dans les établissements d'enseignement de la région F. 58 agents, répartis comme suit :

39 ouvriers d'entretien et d'accueil ;  
 15 ouvriers professionnels ;  
 4 maîtres ouvriers ;

Les agents concernés en seront individuellement informés.

**DOCUMENT N°5****Décret n° 2005-1631 du 26 décembre 2005 fixant les modalités du transfert définitif aux départements et aux régions de services ou parties de services du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche**

---

**NOR : MENA0502691D**

---

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'éducation ;

Vu la loi no 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 104 ;

Vu l'avis du comité technique paritaire ministériel du ministère de l'éducation nationale en date du 18 octobre 2005 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

**Article 1**

Conformément aux règles de compétence fixées par la loi du 13 août 2004 susvisée, sont transférés aux collectivités qu'elle désigne :

1° Les services ou parties de services qui participent, dans les collèges et les lycées, aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général et technique, à l'exception des missions d'encadrement et de surveillance des élèves ;

2° Les services ou parties de services des rectorats et des inspections académiques qui participent aux missions de recrutement et de gestion des personnels techniciens, ouvriers et de service exerçant dans les collèges et les lycées.

**Article 2**

Dans un délai d'un mois à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, des arrêtés du ministre chargé de l'éducation nationale, pris après avis des comités techniques paritaires académiques, fixent :

1° Le nombre d'emplois et de fractions d'emplois affectés aux services ou parties de services mentionnés au deuxième alinéa de l'article 1er ;

2° Le nombre d'emplois et de fractions d'emplois affectés aux services ou parties de services mentionnés au troisième alinéa de l'article 1er, ainsi que la liste nominative des agents y exerçant leurs fonctions.

#### Article 3

Les dispositions du présent décret entrent en vigueur le 1er janvier 2006.

#### Article 4

Le ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministre de la fonction publique, le ministre délégué au budget et à la réforme de l'Etat, porte-parole du Gouvernement, et le ministre délégué aux collectivités territoriales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 26 décembre 2005.

Dominique de Villepin

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur  
et de la recherche,

Gilles de Robien

Le ministre d'Etat,

ministre de l'intérieur

et de l'aménagement du territoire,

Nicolas Sarkozy

Le ministre de l'économie,

des finances et de l'industrie,

Thierry Breton

Le ministre de la fonction publique,

Christian Jacob

Le ministre délégué au budget

et à la réforme de l'Etat,

porte-parole du Gouvernement,

Jean-François Copé

Le ministre délégué

aux collectivités territoriales,

Brice Hortefeux

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur  
et de la recherche

## ARRÊTÉ

fixant le nombre d'emplois ou de fractions d'emplois affectés aux services ou parties de services transférés par l'Etat à la région F, et participant aux missions d'accueil, de restauration, d'hébergement et d'entretien général et technique dans les établissements dont elle a la charge

Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

VU le code de l'éducation ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret n° 2005-1631 du 26 décembre 2005 fixant les modalités du transfert définitif aux départements et aux régions de services ou parties de services du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, notamment son article 2 – 2<sup>e</sup> alinéa ;

VU l'avis du comité technique paritaire académique de B, en date du 13 décembre 2005;

ARRÊTE :Article 1<sup>er</sup>

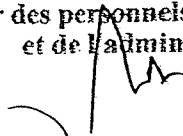
Le nombre d'emplois et de fractions d'emplois, affectés aux services ou parties de services participant à l'exercice des compétences mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 214-6 du code de l'éducation transférés à la région F, est fixé, en équivalent temps plein et par corps, en annexe au présent arrêté.

## Article 2

Le directeur des personnels, de la modernisation et de l'administration et la rectrice de l'académie de B, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 30 JAN. 2006

Pour le ministre et par délégation :  
le directeur des personnels, de la modernisation  
et de l'administration

  
Dominique ANTOINE

## Annexe relative aux personnels TOS

Nombre d'emplois et de fractions d'emplois affectés aux services ou parties de services participant à l'exercice des compétences mentionnées au 2<sup>e</sup> alinéa de l' article L. 214-6 du code de l'éducation, transférés à la région F.

	TEN	MO	OP	OEA	autres <del>✗</del>	ANT de droit public <sup>(2)</sup>	TOTAL
EPLÉ	0,00	88,80	217,00	652,70	0,00	23,00	981,50
CITES SCOLAIRES	0,00	20,00	42,70	130,10	0,00	8,50	201,30
STRUCTURES MUTUALISEES	0,00	20,20	60,50	4,00	0,00	2,50	87,20
<b>TOTAL</b>	<b>0,00</b>	<b>129,00</b>	<b>320,20</b>	<b>786,80</b>	<b>0,00</b>	<b>34,00</b>	<b>1270,00</b>



- (2) En vertu de l'article 110 de la loi du 13 août 2004, les agents non titulaires de droit public de l'Etat et de ses établissements publics deviennent, à la date d'entrée en vigueur du décret en Conseil d'Etat fixant les transferts définitifs des services, agents non titulaires de droit public de la fonction publique territoriale.



## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'éducation nationale,  
de l'enseignement supérieur  
et de la recherche

## ARRÊTÉ

fixant le nombre d'emplois ou de fractions d'emplois affectés aux services ou parties de services transférés par l'Etat à la région F. et participant aux missions de recrutement et de gestion, des personnels techniciens, ouvriers et de service exerçant dans les établissements dont elle a la charge

Le ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche

VU le code de l'éducation ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 modifiée relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret n° 2005-1631 du 26 décembre 2005 fixant les modalités du transfert définitif aux départements et aux régions de services ou parties de services du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, notamment son article 2 – 3è alinéa ;

VU l'avis du comité technique paritaire académique de B. en date du 13 décembre 2005;

ARRÊTE :Article 1<sup>er</sup>

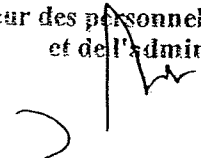
Le nombre d'emplois et de fractions d'emplois, affectés aux services ou parties de services des rectorats et des inspections académiques participant à l'exercice des compétences mentionnées à l'article L. 214-6-1 du code de l'éducation transférés à la région F., est fixé, en équivalent temps plein et par catégorie, en annexe 1 au présent arrêté. La liste nominative des agents exerçant leurs fonctions dans ces services est jointe en annexe 2 au présent arrêté.

## Article 2

Le directeur des personnels, de la modernisation et de l'administration et la rectrice de l'académie de B. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 30 JAN. 2006

Pour le ministre et par délégation :  
le directeur des personnels, de la modernisation  
et de l'administration

  
Dominique ANTOINE

**Annexe 1**  
**relative aux personnels exerçant des fonctions de gestion des personnels TOS**

Nombre d'emplois et de fractions d'emplois affectés aux services ou parties de services participant à l'exercice des compétences mentionnées à l'article L. 214-6-1 du code de l'éducation, transférés à la région F.

CATEGORIES	A	B	C	TOTAL
ETP	1,00	1,00	8,30	10,30

**Annexe 2**  
**relative aux personnels exerçant des fonctions de gestion des personnels TOS**

Liste nominative des agents exerçant des fonctions au sein des services ou parties de services des rectorats et inspections académiques qui participent aux missions de recrutement et de gestion des personnels techniciens, ouvriers et de service.

Région : F,

NOM	PRENOM	CORPS	GRADE
		attaché d'administration scolaire et universitaire	attaché principal d'administration scolaire et universitaire 2e classe
		secrétaire d'administration scolaire et universitaire	secrétaire d'administration scolaire et universitaire - classe normale
		adjoint administratif	adjoint administratif principal 2e cl
		adjoint administratif	adjoint administratif
		adjoint administratif	adjoint administratif
		adjoint administratif	adjoint administratif
		adjoint administratif	adjoint administratif
		adjoint administratif	adjoint administratif



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DIRECTION GÉNÉRALE  
DES COLLECTIVITÉS LOCALES

SOUS DIRECTION  
DES FINANCES LOCALES ET DE  
L'ACTION ÉCONOMIQUE

Bureau du financement des transferts de  
compétences

Réfer. : Décentralisation-Acte IV/ Loi  
Libertés et responsabilités locales/  
Circulaire compensation financière 2006  
DGCL-2005- n° 11357 / PSI

AFFAIRE SUME PAR :  
Sébastien CREUSOT  
Adjoint au chef du bureau  
Tél. : 01.40.07.23.74  
Télécopie : 01.40.07.68.30  
sebastien.creusot@interieur.gouv.fr

Paris, le 31 DEC. 2005

Le ministre délégué aux collectivités territoriales

à

Mesdames et messieurs les préfets de  
département

Madame et messieurs les préfets de régions

(métropole et DOM)

\*\*\*

CIRCULAIRE n° NOR 

M	I	C	T	B	0	5	/	0	0	3	4	C
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Objet : Compensation financière des transferts de compétences prévue, pour 2006, par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.

La présente circulaire qu'il vous appartient de transmettre pour information aux exécutifs régionaux et départementaux rappelle :

- les principes de la compensation financière des transferts de compétences (I) ;
- les modalités opératoires de la compensation financière (II) ;
- les montants retenus pour chacun des départements et chacune des régions concernés s'agissant de la compensation financière de chaque transfert de compétences entré en vigueur en 2005 et 2006 (III).

.../...

## I – Les principes de la compensation financière

Les transferts de compétences vers les collectivités territoriales s'accompagnent des ressources consacrées par l'Etat à l'exercice des compétences transférées. Ce principe, mis en œuvre depuis 1983, a été érigé en principe constitutionnel à l'occasion de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, au sein de l'article 72-2 de la Constitution lequel dispose que « *tout transfert de compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales s'accompagne de l'attribution de ressources équivalentes à celles qui étaient consacrées à leur exercice* ».

La compensation financière des charges résultant des transferts de compétences inscrits dans la loi du 13 août 2004 répond ainsi à plusieurs principes tendant à assurer la neutralité desdits transferts, tant sur le budget de l'Etat, que sur celui des collectivités territoriales bénéficiaires.

La compensation financière est ainsi :

- intégrale ;
- concomitante ;
- contrôlée ;
- conforme à l'objectif d'autonomie financière inscrit dans la Constitution.

♦ **Intégrale** : Les ressources transférées sont équivalentes aux dépenses effectuées par l'Etat au titre des compétences transférées. Toutes les dépenses, directes et indirectes, liées à l'exercice des compétences transférées sont prises en compte.

Il est inscrit, à l'article 119 de la loi du 13 août 2004, que les charges de fonctionnement sont évaluées à partir de la moyenne actualisée des dépenses consacrées par l'Etat au cours des 3 années précédant le transfert.

S'agissant des charges d'investissement, le niveau des dépenses variant d'un exercice à l'autre, l'évaluation des charges transférées s'effectue sur la base de la moyenne actualisée des crédits précédemment ouverts au budget de l'Etat, au titre des investissements exécutés ou subventionnés au cours d'une période de 10 ans précédant le transfert sauf pour le domaine routier pour lequel la durée est établie à 5 (décret n°2005-1509 du 6 décembre 2005 pris pour l'application de l'article 109 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales).

♦ **Concomitante** : Tout accroissement de charges résultant des transferts de compétences sera accompagné du transfert concomitant des ressources nécessaires à l'exercice de ces compétences.

Ainsi, l'année précédant le transfert de compétences, les ministères décentralisateurs procèdent à l'évaluation provisoire des dépenses qu'ils consacraient jusqu'alors à l'exercice des compétences transférées. Le montant correspondant permet ainsi de prendre, en loi de finances, les dispositions nécessaires à la compensation provisionnelle des charges nouvelles. Bien entendu, une fois les données définitives connues, il est procédé aux régularisations qui s'imposent.

♦ **Contrôlée** : Le montant des accroissements de charges résultant des transferts de compétences est constaté par arrêté interministériel, après avis de la commission consultative sur l'évaluation des charges (CCEC).

## **La commission consultative sur l'évaluation des charges**

L'article 118 de la loi du 13 août 2004 pose les règles relatives à la composition et au rôle de la CCEC, laquelle est une formation restreinte du comité des finances locales (CFL).

Pour chaque transfert de compétences, la CCEC réunit paritairement les représentants de l'Etat et de la catégorie de collectivités territoriales concernées par le transfert. En revanche, pour l'examen de questions intéressant l'ensemble des catégories de collectivités, notamment celles relatives aux modalités d'évaluation des accroissements ou diminutions de charges, la commission siège en formation plénière.

Le décret n° 2004-1416 du 23 décembre 2004 fixe la composition et les modalités de fonctionnement de la CCEC.

### **Composition**

La CCEC est présidée par un élu, associant à parité des représentants de l'Etat et de l'ensemble des catégories de collectivités territoriales.

Elle comprend 22 membres désignés en son sein par les membres du CFL :

- 1°) les 11 représentants de l'Etat ;
- 2°) les 2 représentants des régions ;
- 3°) les 4 représentants des départements ;
- 4°) 5 maires, dont au moins 2 présidents d'EPCI.

Trois sections sont créées au sein de la CCEC, une section des régions, une section des départements et enfin une section des communes. Chacune d'entre elles est composée, à parts égales, de représentants de l'Etat et d'élus. Le nombre de ses membres est fonction de la représentation des élus au sein du CFL.

La présidence de la CCEC est confiée à l'un des membres élus, désigné par le CFL, assisté de deux vice-présidents, représentant chacun une catégorie de collectivités et assurant la présidence des sections dont le président n'est pas l'un des représentants. M. Fourcade préside la CCEC et est assisté de M. Sapin, vice président et président de la section des régions et de M. Bonrepaux, vice président et président de la section des départements.

### **Missions**

Sa mission principale réside dans le contrôle de la compensation financière allouée en contrepartie des transferts de compétences.

En donnant son avis sur les projets d'arrêtés interministériels fixant le montant de la compensation revenant à chacune des collectivités territoriales concernées, la CCEC veille ainsi à l'exacte adéquation entre les charges et les ressources transférées.

La CCEC sera désormais associée à la définition des modalités d'évaluation des accroissements et diminutions de charges résultant des transferts de compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales. En donnant son avis sur les projets d'arrêtés interministériels fixant le montant de cette compensation pour chacune des collectivités

territoriales concernées, la CCEC veille ainsi à l'adéquation entre les charges et les ressources transférées.

La CCEC peut également être consultée par le ministre de l'intérieur et le ministre chargé du budget sur les réclamations éventuelles des collectivités bénéficiaires des transferts de compétences

Enfin, la CCEC est chargée d'établir chaque année, à l'intention du Parlement, un bilan financier de l'évolution des charges transférées aux collectivités territoriales au cours des 10 dernières années. Ce bilan retracera les conséquences des transferts de personnels et des délégations de compétences ainsi que l'évolution du produit des impositions de toutes natures transférées en compensation des créations, transferts et extensions de compétences.

♦ **conforme à l'objectif d'autonomie financière** : ce principe est inscrit à l'article 72-2 de la Constitution qui dispose que « *les recettes fiscales et les autres ressources propres des collectivités territoriales représentent, pour chaque catégorie de collectivités, une part déterminante de l'ensemble de leur ressources. La loi organique fixe les conditions dans lesquelles cette règle est mise en œuvre* ». Ce dispositif est complété par la loi organique n° 2004-758 du 29 juillet 2004 prise en application de l'article 72-2 de la Constitution relative à l'autonomie financière des collectivités territoriales.

Ainsi, l'article 119 de la loi du 13 août 2004 prévoit que la compensation financière s'opérera, à titre principal, par l'attribution d'impositions de toute nature.

Les transferts de compétences seront donc dans leur quasi totalité, financés par des transferts de fiscalité. Il s'agit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance (TSCA), pour les départements et de la taxe de consommation intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), pour les régions qui pourront, dès 2007, moduler le taux de la TIPP dans des limites définies par le législateur.

## **II – Les modalités opératoires de la compensation financière**

Les modalités de la compensation financière aujourd'hui inscrites dans la loi du 13 août 2004 sont le fruit d'échanges nourris et constructifs entre le gouvernement, les élus et la représentation nationale.

L'évaluation et la compensation des charges transférées s'effectuent conformément aux dispositions prévues d'une part, aux articles 118 à 121 de la loi précitée et d'autre part, aux articles L.1614-1 et suivants du CGCT.

La compensation financière des transferts de compétences est établie en deux temps, dans le strict respect du principe de la concomitance des transferts de charges et de ressources :

- dès la loi de finances de l'année du transfert de compétences, **des crédits sont inscrits à titre provisionnel** pour donner aux collectivités territoriales les moyens financiers d'exercer leurs nouvelles compétences ;

- lorsque le montant du droit à compensation est définitivement arrêté, il est **procédé aux régularisations nécessaires**.

Sur cette base, la compensation financière des transferts de compétences opérée à partir de 2005 et pour les années suivantes est réalisée selon le schéma suivant :

### **1- La provision budgétaire**

- 1- Evaluation provisionnelle, par les ministères concernés, du droit à compensation de chaque collectivité territoriale ;
- 2- contrôle et arbitrage sur les montants retenus par les ministères chargés des collectivités territoriales et du budget ;
- 3- détermination en LFI (ou LFR) des ressources fiscales (TSCA ou TIPP) ou budgétaires (dotation générale de décentralisation - DGD) affectées à la compensation financière des transferts et inscription des montants correspondants.

### **2 - Fixation par arrêté Interministériel du droit à compensation et régularisation**

- 1- Evaluation, par ministère, du droit à compensation de chaque collectivité territoriale :
  - sur la base de la moyenne actualisée des dépenses de fonctionnement de l'Etat exécutées les 3 années précédant le transfert ;
  - sur la base de la moyenne actualisée des dépenses d'investissement, selon le nombre d'années précédant le transfert à prendre en considération tel que précisé par le décret du 6 décembre 2005 pris pour l'application de l'article 119 de la loi du 13 août 2004.
- 2- contrôle et arbitrage sur les montants retenus par les ministères chargés des collectivités territoriales et du budget, au vu des états justificatifs ;
- 3- consultation pour avis de la CCEC et remarques éventuellement prises en compte ;
- 4- signature et publication de l'arrêté interministériel (Intérieur et Budget) ;
- 5- régularisation financière en loi de finances la plus proche (LFI et LFR).

## **III – Les montants de la compensation financière de chacun des transferts opérés en 2005 et 2006**

Compte tenu des modalités de calcul de la compensation financière, rappelées ci-dessus, **la part de la TIPP pour chacune des régions et de la TSCA pour chacun des départements, allouée à titre provisionnel**, pour l'année 2006, au titre des transferts intervenus en 2005 et devant intervenir en 2006, est fixée respectivement par les articles 26 et 27 du PLF pour 2006.

En effet, la loi du 13 août 2004 organise le transfert d'un certain nombre de compétences aux départements et aux régions, lesquelles seront **progressivement mises en œuvre**.

## **1. Compensation financière des transferts de compétences intervenus en 2005**

Cette compensation s'effectue au moyen de trois vecteurs différents.

### **a) La fiscalité d'Etat partagée : la TIPP et la TSCA**

Les transferts de compétences intervenus en 2005 ont fait l'objet, dans le cadre de l'article 52 de la LFI pour 2005, d'une compensation provisionnelle pour un montant de 397,8 M€ sous forme **TIPP pour les régions** et de 126,6 M€ sous forme de **TSCA pour les départements**.

Les réunions de la CCEC qui se sont déroulées au cours de l'année 2005 ont permis l'approbation de 10 arrêtés interministériels fixant le droit définitif à compensation et ont notamment conduit à devoir réajuster ces montants à hauteur de 441,2 M€ pour les régions et 136,7 M€ pour les départements.

**Pour les départements**, les compétences transférées ont concerné :

- le fonds d'aide aux jeunes (FAJ) ; l'arrêté interministériel, approuvé par la CCEC le 9 novembre 2005, a fixé le droit définitif à compensation à 13,85 M€ ;
- la mise en œuvre de la politique en faveur des personnes âgées consistant à transférer les crédits de fonctionnement afférents au financement des centres locaux d'information et de coordination (CLIC) et des comités départementaux des retraités et personnes âgées (CODERPA) ; les arrêtés interministériels, approuvés par la CCEC le 9 novembre 2005, ont fixé le droit définitif à compensation à 17,16 M€ pour le transfert des CLIC et à 1,10 M€ pour les Coderpa ;
- le fonds de solidarité pour le logement (FSL) auquel sont associés les fonds eau-énergie ; l'arrêté interministériel, approuvé par la CCEC le 9 novembre 2005, a fixé le droit définitif à compensation à 81,78 M€ pour le FSL et à 11,75 M€ pour le fonds eau-énergie ;
- les conventions de restauration ; l'arrêté interministériel, approuvé par la CCEC le 9 novembre 2005, a fixé le droit définitif à compensation à 5,64 M€ ;
- les crédits d'intervention dédiés à la conservation du patrimoine rural non protégé pour un droit à compensation provisionnel de 5,39 M€.

**Pour les régions**, les compétences transférées ont concerné :

- le financement des écoles de formation des travailleurs sociaux ; l'arrêté interministériel, approuvé par la CCEC le 1<sup>er</sup> décembre 2005, a fixé le droit définitif à compensation à 134,43 M€ (130,24 M€ de TIPP pour les régions métropolitaines et 4,19 M€ de DGD pour les régions d'outre-mer) ;
- les aides aux étudiants afférents aux formations des travailleurs sociaux ; l'arrêté interministériel, approuvé par la CCEC le 1<sup>er</sup> décembre 2005, a fixé le droit définitif à compensation à 20,857 M€ (19,85 M€ de TIPP pour les régions métropolitaines et 1,01 M€ de DGD pour les régions d'outre-mer) ;
- le financement des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes. Par exception, ce transfert est effectif depuis 1<sup>er</sup> juillet 2005 dont la CCEC du 1<sup>er</sup> décembre 2005, a fixé le droit à compensation à 441,15 M€ (431,37 M€ de TIPP pour les régions métropolitaines et 9,78 M€ de DGD pour les régions d'outre-mer) ;
- les aides aux étudiants des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes ; l'arrêté interministériel, approuvé par la CCEC le 1<sup>er</sup> décembre 2005, a fixé le droit définitif à compensation à 63,09 M€



(61,79 M€ de TIPP pour les régions métropolitaines et 1,30 M€ de DGD pour les régions d'outre-mer).

- le financement de l'inventaire général du patrimoine culturel ; l'arrêté interministériel, approuvé par la CCEC le 1<sup>er</sup> décembre 2005, a fixé le droit définitif à compensation à 2,25 M€ (2,08 M€ de TIPP pour les régions métropolitaines et 0,17 M€ de DGD pour les régions d'outre-mer).

Pour tenir compte des ajustements opérés au titre des transferts intervenus en 2005, **le projet de LFR pour 2005** prévoit une régularisation des versements de TIPP et de TSCA. Ce versement complémentaire, au titre de l'exercice 2005, interviendra, compte tenu des délais inhérents au vote de la loi, au tout début de l'année 2006.

#### **b) Les abondements de DGD**

Pour assurer le financement du transfert des lycées et collèges à sections binationales ou internationales et du collège et lycée d'Etat de Font-Romeu, tel que prévu à l'article 84 de la loi du 13 août 2004, **un abondement de dotation générale de décentralisation (DGD)** a été attribué aux départements et régions concernés conformément au VI de l'article 121 de cette même loi pour un montant respectif de 2,2 M€ et 3,3 M€.

Les départements concernés par ce transfert sont l'Ain, les Alpes-maritimes, les Pyrénées-orientales, le Bas-Rhin, les Yvelines et les Hauts de Seine et les régions sont l'Alsace, l'Ile de France, le Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Rhône-Alpes.

Une part de DGD a également été attribuée à **la ville de Paris pour le transfert de l'entretien de la voirie** tel que prévu à l'article 25 de la loi du 13 août 2004 pour un montant de 14,3 M€.

La régionalisation en 2006 de l'assiette de TIPP, préalable à la modulation de cette taxe par les régions en 2007, ne permet plus d'attribuer une part de TIPP aux régions d'outre-mer puisque celles-ci ne reçoivent pas de TIPP sur leur territoire. Les transferts effectués en 2005 au profit des régions d'outre-mer s'élève à 11,557 M€. Ils seront, à compter de 2006, compensés par de la DGD et non plus de la TIPP.

#### **c) Les crédits budgétaires des ministères**

La substitution de l'Etat par la région Ile de France et les départements franciliens au sein du conseil d'administration du syndicat des transports d'Ile de France (STIF) prévue aux articles 37 et 38 de la loi du 13 août 2004 est intervenue à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2005. L'accroissement de charges en résultant a fait l'objet pour 2005 d'une compensation financière sous forme de **crédits budgétaires** en provenance des ministères décentralisateurs.

## 2. Compensation financière des transferts de compétences devant intervenir en 2006

### a) La fiscalité partagée : la TIPP et la TSCA

La mise en œuvre de la loi du 13 août 2004 se poursuit en 2006. Il convient donc d'abonder la compensation résultant des transferts intervenus en 2005.

Ainsi, les articles 26 et 27 du PLF pour 2006, prévoient, outre le montant ajusté de la compensation financière au titre des transferts intervenus en 2005, **une compensation provisionnelle au titre des transferts devant intervenir en 2006 pour un montant de 572,4 M€ de TIPP pour les régions et de 110 M€ de TSCA pour les départements.**

**Pour les départements**, les compensations financières concernent :

- la pérennisation de la compensation résultant de l'accroissement de la participation des départements au sein du conseil d'administration du STIF ;
- le financement des crédits de vacations, des agents contractuels de droit public ainsi que des emplois aidés dans le cadre du transfert des agents techniciens et ouvriers de service (TOS) des collèges ;
- la compensation de la suppression de la vignette automobile ;

**Pour les régions**, les compensations financières concernent :

- la pérennisation de la compensation résultant de l'accroissement de la participation de la région Ile de France au conseil d'administration du STIF ;
- l'organisation du réseau des centres d'information sur la validation des acquis de l'expérience ;
- le financement de l'association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) de la seule région Centre ;
- l'extension en année pleine du transfert du financement des écoles et instituts de formation des professions paramédicales et de sages-femmes intervenu au 1<sup>er</sup> juillet 2005 ;
- le financement des crédits de vacations, des agents contractuels de droit public ainsi que des emplois aidés dans le cadre du transfert des agents techniciens et ouvriers de service (TOS) des lycées.

Au total, le droit à compensation financé par de la TIPP et de la TSCA et afférent aux transferts intervenus en 2005 et 2006 s'élève au total à 246,658 M€ pour les départements (TSCA) et à 995,041 M€ pour les régions (TIPP).

Toutefois, compte tenu de l'évolution prévisionnelle de l'assiette de la TSCA, en 2006, le PLF pour 2006 prévoit d'attribuer aux départements et aux régions un montant respectif de **272 M€ de TSCA et 996 M€ de TIPP**, répartis conformément aux modalités de détermination des fractions de taux de TSCA et de tarif de TIPP.

**De surcroît, s'il s'avérait qu'en définitive, le montant de la ressource attribuée pour assurer le financement desdits transferts de compétences (TSCA et TIPP), était inférieur au droit à compensation arrêté à cette fin, le gouvernement mettrait en œuvre la garantie consacrée par le considérant n° 23 de la décision n° 2003-489 DC du 29 décembre 2003 du Conseil constitutionnel, par ailleurs introduite dans le second alinéa du II de l'article 119 de la loi du 13 août 2004.**

**b) Les crédits budgétaires des ministères**

Le **transfert des routes nationales aux départements**, prévus à l'article 17 de loi du 13 août 2004, et le **transfert des aéroports aux collectivités territoriales concernées**, prévu à l'article 28, interviendront au cours de l'année 2006 et feront l'objet en 2006 d'une compensation financière sous forme de crédits budgétaires en provenance du ministère en charge de l'Équipement. La pérennisation de cette compensation sous forme de fiscalité interviendra dès 2007.

**c) Les abondements de DGD**

Le **STIF** en tant qu'établissement public recevra également, dans le cadre de sa compétence en matière d'organisation des transports scolaires, une allocation de DGD d'un montant de 117,2 M€.

Ainsi que cela a été précisé ci-dessus, la régionalisation en 2006 de l'assiette de TIPP, préalable à la modulation de cette taxe par les régions en 2007, ne permet plus d'attribuer une part de TIPP aux **régions d'outre-mer**. Ces dernières se verront donc allouer un abondement de leur DGD à hauteur de 6,981 M€ pour les transferts 2006.

**d) L'ajustement de la DGF**

La mise en œuvre de la **recentralisation sanitaire** prévue à l'article 71 de la loi du 13 août 2004, complétée par l'article 100 de la LFR pour 2004 dispose que les départements qui renonceront à l'exercice de cette compétence verront **leur dotation de compensation de leur dotation globale de fonctionnement (DGF)** réduite d'un montant égal au droit à compensation établi sur la base de l'exploitation des comptes administratifs des départements de 1983 et actualisé en valeur 2005. Compte tenu des choix opérés par les départements, le montant de la réfaction sera de 42,8 M€.

Bien entendu, mes services (Mel : DGCL SDFLAE FL5 Secrétariat – Tél. : 01 49 27 43 97) restent à votre disposition pour vous apporter tous les éléments d'information complémentaires qu'il vous paraîtra utile d'obtenir.

Pour le ministre et par délégation,  
le directeur général  
des collectivités locales

Dominique SCHMITT

## ▼ Édito

*L'intégration des personnels TOS se met en place, après une phase d'incertitude concernant le calendrier. La Région se prépare donc à accueillir dès janvier prochain les contractuels chargés des remplacements dans les lycées. Les agents titulaires, quant à eux, disposeront d'un délai de 2 ans pour exercer leur droit d'option. Pour vous accompagner dans votre choix, j'ai souhaité que des réunions soient organisées pour vous rencontrer. Vous aurez ainsi la possibilité, dès le début de l'année prochaine, d'échanger et de dialoguer avec la Région, et d'obtenir ainsi les éléments techniques qui vous aideront à vous prononcer.*

*Je suis très attaché à la concertation et au dialogue, comme j'en ai fait part à vos représentants syndicaux. Je suis certain que ce sont des atouts essentiels pour réussir votre intégration dans les meilleures conditions, et travailler ensemble dans un climat de confiance mutuelle.*

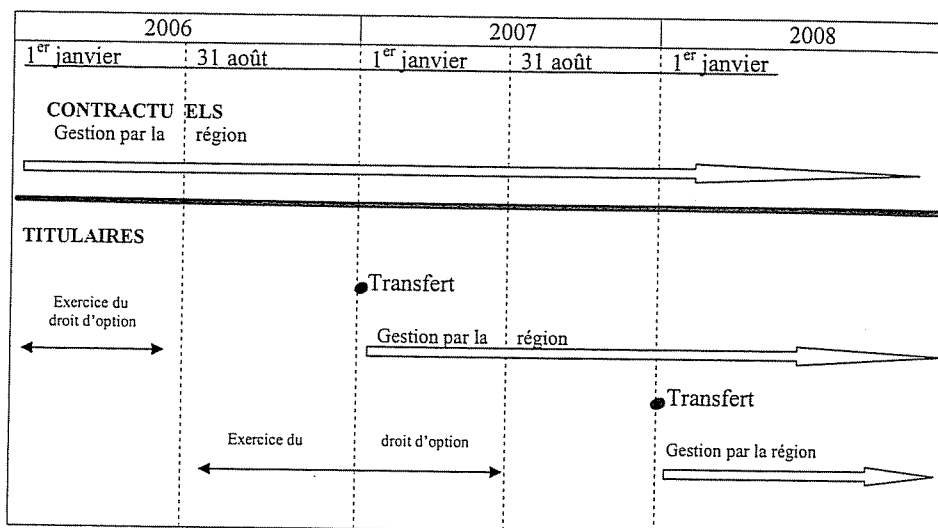
Président de la Région

## ▼ Calendrier

# Les étapes de votre intégration

Les agents concernés par le transfert sont les agents TOS exerçant leurs missions dans les fonctions d'accueil, d'entretien, de restauration, d'hébergement et de maintenance.

La loi prévoit deux années pour l'exercice du droit d'option, selon le calendrier ci-dessous :



Le transfert s'effectuera donc en deux vagues : la première le 1<sup>er</sup> janvier 2007 et la seconde le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

### En 2006

Dès janvier, tous les agents sont mis à disposition de la Région, qui prend en charge les contrats des agents non titulaires. La première période d'exercice du droit d'option s'ouvre pour les agents titulaires jusqu'au 31 août 2007 : ils expriment leur choix entre l'intégration dans la fonction publique territoriale et le détachement sans limitation de durée.

Un protocole entre la Région et le Rectorat prévoit pour l'année 2006 une concertation avec les services académiques sur les points suivants :

- gestion des contractuels,
- préparation du mouvement 2006,
- élaboration et mise en œuvre du plan de formation, en fonction de l'enveloppe prévue par l'État.

Un projet du même type est en cours pour l'enseignement agricole.

### En 2007

En janvier, les agents ayant exprimé leur choix sont transférés à la Région. La seconde période d'exercice du droit d'option se poursuit jusqu'au 31 août.

### En 2008

En janvier, les agents ayant exprimé leur choix entre le 1<sup>er</sup> septembre 2006 et le 31 août 2007 sont transférés à la Région.

## ▼ Actualité

## Vous êtes titulaire

Si vous êtes titulaire, vous disposez d'un délai de deux ans pour choisir entre l'intégration dans la fonction publique territoriale et le détachement sans limitation de durée (voir le calendrier en page 1). À l'issue de cette période, si vous n'avez exprimé aucun

choix vous serez automatiquement mis en position de détachement sans limitation de durée. Tant que vous n'avez pas exprimé de choix, vous continuez à être des agents de l'État et vous êtes mis à disposition de la Région.

## Vous êtes contractuel

À partir de janvier 2006, la Région sera votre nouvel employeur. À ce titre, c'est elle qui gèrera vos contrats et assurera votre paie. Les services régionaux et académiques travaillent ensemble pour une bonne organisation de ce transfert et ils veilleront à vous informer des modalités pratiques.

L'organisation des transferts tient compte de la spécificité des lycées agricoles. Si vous êtes employé et rémunéré par un établissement agricole, votre contrat continuera d'être géré par l'établissement.

- **1284 agents titulaires** dans les lycées de l'Éducation Nationale en F

- **78 agents titulaires** dans les lycées agricoles

- **65 établissements** (29 lycées d'enseignement général, 2 établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA), 27 lycées professionnels, 7 établissements agricoles)

- **Plus de 200 contractuels** pour les remplacements

- **Personnel Région:**  
**337 agents dont 281 permanents**

(novembre 2005)

## Quelques points à savoir sur la fonction publique territoriale

- **Le statut** qui s'applique aux agents territoriaux est le même que celui des agents de l'État.

- **Votre formation** est assurée par la collectivité employeur (en l'occurrence la Région) qui travaille avec un organisme privilégié: le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), à qui la loi confie la charge d'assurer la formation initiale, la préparation aux concours et examens professionnels, la formation continue des agents.

- **L'organisation des concours** de catégorie C et de certains concours de catégorie B et A est assurée par les centres de gestion de la fonction publique territoriale (les autres le sont par le CNFPT). Il existe un centre de gestion par département: Montbéliard dans le Doubs, Champagnole dans le Jura, Vesoul en Haute-Saône et Belfort dans le Territoire de Belfort.

Pour toute demande d'information sur les concours et la formation professionnelle, la Région, par l'intermédiaire de sa direction des ressources humaines, reste votre interlocuteur privilégié.

- **La mobilité** répond à des règles différentes de celles de l'État.

- la **mobilité interne**: c'est celle qui donne lieu à un changement de poste tout en restant au service du même employeur. Chaque poste devenant vacant est proposé prioritairement aux agents de la Région qui remplissent les conditions pour l'occuper; si aucun agent n'est retenu, il est procédé à un recrutement externe;

- le **changement d'employeur** entre collectivités territoriales (par exemple de la Région à un Département) s'appelle la **mutation**. Si vous souhaitez bénéficier de cette mobilité, vous devez procéder à une recherche d'emploi auprès du nouvel employeur, qui met en place une procédure de recrutement (lettre de candidature, CV, entretien de recrutement);

- la **mobilité** peut également s'effectuer d'une collectivité territoriale vers l'État, ou inversement; il s'agit d'un **détachement**.

Dans tous les cas, ces procédures s'effectuent dès lors qu'un poste devient vacant. Il n'y a pas actuellement de période arrêtée pour effectuer ces changements.

# DOCUMENT N°8

Dépêche n°65850

**L'AEF**

Lille, Jeudi 8 juin 2006, 11:16:54

Sylvain Marcelli - [smarcelli@insite.fr](mailto:smarcelli@insite.fr) (03 20 79 47 13)

L'Agence Education Emploi Formation

**Domaine :** École - Collège - Lycée

**Rubrique :** Collectivités territoriales

Colloque de l'ARF: cinq organisations syndicales donnent leur point de vue sur la décentralisation des TOS

Les représentants nationaux de cinq organisations syndicales ont exprimé leur position sur le transfert des TOS aux conseils régionaux, lors du colloque de l'ARF (association des régions de France) à Lille le 7 juin 2006 (L'AEF du 07/06/2006, 65810). Si tous rappellent leur hostilité à cette décentralisation, ils se tournent maintenant vers les régions en leur demandant des garanties, remarquant que des inquiétudes fortes s'expriment sur le terrain.

**SGPEN-CGT.** Michel Caussemille, secrétaire général de l'union nationale des SGPEN-CGT, "première organisation syndicale des ATOS", rappelle que son syndicat est "toujours contre la loi" et interpelle les conseils régionaux: "Il y a 60 000 postes qui manquent au niveau des TOS. Combien de postes les régions vont-elles créer? L'amélioration de la qualité des services passe par la qualité de l'emploi!"

**FSU.** "Je ne demande pas aux régions de faire du sabotage", lance Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU (fédération syndicale unitaire). "Je souhaite qu'elles essayent de préserver l'unité du service public et de la communauté éducative, même si j'ai des doutes sur leurs moyens financiers. Je souhaite qu'elles fassent vivre la filière. Pour cela, la meilleure garantie est de recruter et de former les TOS." Gérard Aschieri remarque aussi que les conseils régionaux devront se poser "la question de la concurrence entre employeurs face à une masse inférieure aux besoins".

**FERC-CGT.** Richard Béraud, secrétaire national de la FERC-CGT (Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture), demande "l'abrogation de la loi de 2004". Il pointe les "craintes" relatives à la définition des emplois: "Le gouvernement a créé des cadres d'emploi spéciaux pour que les personnels TOS soient accueillis par les collectivités territoriales. Mais la pérennité de ces cadres d'emploi relève de ces collectivités territoriales. On pourrait imaginer de voir les missions évoluer et les TOS ne plus être cantonnés aux établissements scolaires. Ce qui renforce cette crainte, c'est le risque d'externalisation, de délégation au privé du service public. Tout cela conduirait à l'inégalité du traitement des personnels d'une région à l'autre."

**UNSA-ÉDUCATION.** Samy Driss, secrétaire national de l'UNSA-Éducation (union nationale des syndicats autonomes), déplore pour sa part "l'absence totale de dialogue social" lors de ce transfert: "Les personnels ne voulaient pas être décentralisés de manière imposée." La situation se complique: "Dans l'ancien système, nous avions face à nous un seul employeur. Maintenant, il y en a 120. Globalement avec les régions cela se passe plutôt bien;

avec les départements, c'est une autre paire de manches!" Les points de vue des collectivités et du syndicat divergent sur "la conception de l'éducation" ou "la gestion du personnel". "Nous nous opposons à toute externalisation mais nous ne sommes pas maîtres du jeu. Certains départements ne cachent pas leur volonté d'externaliser la restauration. C'est d'ailleurs déjà fait dans certains départements ou régions qui ont fait le choix du privé pour l'informatique. Au passage, l'État ne se prive pas non plus: une partie de l'organisation des examens et des concours sera externalisée prochainement." (L'AEF du 23/11/2005, 58311) De plus, Samy Driss "attend" des conseils régionaux qu'ils se donnent les moyens de gérer ces nouveaux personnels: "Les Régions n'ont jamais eu une expérience de GRH à cette échelle: certaines vont décupler leurs effectifs", constate-t-il.

**SGEN-CFDT.** "Le gouvernement n'a pas été fichu de nous expliquer de manière honnête les raisons de ce transfert", s'indigne Jean-Luc Villeneuve, secrétaire général du SGEN-CFDT (syndicats généraux de l'Éducation nationale). "Je souligne la volonté des régions de bien accueillir ces personnels. Mais on ne pourra pas faire abstraction des créations d'emplois nécessaires. Envisagez-vous de prendre en compte des notions comme la surface, la vétusté des établissements, l'entretien des pelouses pour définir le nombre de ces emplois?" Autre question posée aux responsables des conseils régionaux: "Envisagez-vous de demander l'avis des parents sur la restauration?"

**Contact:** ARF, Marie d'Ouince Consultant, communication, .

Dépêche n° 65850 © Copyright L'AEF - 1998/2006.

# LES GRANDS RENDEZ-VOUS DE 2006

EXTRAITS

■ **Transfert des TOS.** C'est dans le domaine des ressources humaines que les effets de lois votées précédemment vont le plus lourdement se faire sentir. Le transfert des personnels techniciens et ouvriers de service (TOS) va se concrétiser. Les effectifs de certaines collectivités régionales vont parfois doubler. Avec de nombreuses incertitudes sur le poids financier que cet afflux d'agents représentera au final, puisque de nombreuses zones d'ombre demeurent sur ces questions.



PERSONNELS TOS

## Transfert de personnel

Le transfert de près de 100 000 agents Techniciens ouvriers et de service de l'Etat vers les régions et les départements deviendra effectif cette année. Avec, en outre, la réforme de la FPT, les gestionnaires des ressources humaines vont vivre une année bien remplie.



# RESSOURCES HUMAINES Une réforme et de nouveaux dispositifs

**L'intégration des TOS va constituer le chantier principal pour les départements et les régions.**

**L**es directions des ressources humaines ont du fil à retordre depuis plusieurs années. 2006 pourrait s'annoncer encore plus complexe en raison des nombreux chantiers qui les attendent. Premier gros dossier, et non des moindres, la gestion des personnels de l'Etat mis à disposition au 1<sup>er</sup> janvier 2006. Avec l'intégration des techniciens, ouvriers et de service (TOS), les départements et les régions voient leurs effectifs gonfler considérablement, doubler pour certains. Une arrivée qui se prépare – plus ou moins bien, selon les collectivités – et qui provoque forcément des bouleversements et soulève des questions en termes de gestion des ressources humaines, qu'il s'agisse des paies, des absences, des congés, du régime indemnitaire, etc. Pour y faire face, les collectivités les plus avancées sur ce dossier ont réorganisé leurs services et recruté de la main-d'œuvre supplémentaire. Les contrats à durée indéterminée

et les Pactes (parcours d'accès aux carrières de la territoriale, de l'hospitalière et de l'Etat) constituent deux autres volets importants à gérer cette année. Tous deux ont été définitivement reconnus en 2005, le premier par la loi « Dutreil » du 26 juillet 2005 (1), le second par la circulaire du 14 septembre 2005 (2). Mais leur mise en œuvre n'interviendra réellement qu'en 2006.

**Vigilance.** Comme le relate Jean-Marie Reynaud, directeur général adjoint des services en charge des ressources humaines à la mairie d'Aix-en-Provence, « 2005 a vu la parution des textes, 2006 sera une période de stabilisation et de gestion de ces données. Nous accordons une attention particulière à la mise en œuvre des CDI. Nous sommes, par exemple, en train d'étudier l'aspect relatif à l'évolution de la rémunération ». S'agissant des Pactes, leur signature dépendra de la volonté des collectivités. Quelques-uns ont déjà vu le jour à la fin de 2005. Reste à savoir si ce nouveau dispositif de recrutement, qui vise à intégrer des jeunes en difficulté, sera suivi.

Le plus attendu et le plus « lourd » des dossiers de l'année demeure celui du projet de loi relatif à la modernisation de la fonction publique territoriale. Les directeurs des ressources humaines seront particulièrement vigilants. Leur attention portera, notamment, sur le chapitre consacré à la formation. Cette dernière pourrait, en effet, connaître une évolution majeure avec la reconnaissance du droit individuel à la formation dans la FPT, la mise en place d'un livret de formation pour tous, ou encore la formation initiale accordée aux agents de



Michel Senimon,  
Directeur adjoint des ressources humaines  
au conseil général des Pyrénées-Atlantiques

**« Nous ne savons pas combien d'agents gestionnaires nous devons recruter »**

« **N**ous devons commencer, en ce début d'année, à gérer les transferts des nouveaux personnels. Pour les TOS, il s'agit de mettre en place les systèmes de remplacements. Il va falloir reprendre en main le vivier d'agents contractuels gérés jusqu'alors par les rectorats pour faire face aux absences et assurer la continuité du service. Tout cela implique un redimensionnement du service avec le recrutement d'agents. Or, nous ne savons pas encore combien d'agents gestionnaires nous seront transférés. Heureusement, nous entretenons de bonnes relations avec le rectorat. D'autres dossiers d'importance sont aussi programmés pour 2006, comme l'application des nouvelles dispositions relatives aux handicapés avec l'obligation du respect du quota de recrutement de 6 % ou encore la dématérialisation des procédures. »

catégorie C. Des changements et, surtout, beaucoup de travail en perspective pour les DRH. Si le projet de loi suit son cours, sans embûches, il devrait être adopté à la fin du premier semestre.

Parallèlement, un important chantier réglementaire, dont on attend le calendrier pour le mois de février, doit s'ouvrir. Ce qui laisse préfigurer une année bien remplie. Sans compter les différents dossiers que les DRH vont devoir continuer à gérer comme les départs à la retraite ou la dématérialisation des dossiers des retraites.

Estelle Mallet

(1) Loi n° 2005-843 parue au « Journal officiel » du 27 juillet 2005.  
(2) Circulaire du ministère de l'Emploi et du ministère de la Fonction publique, publiée au « Journal officiel » du 12 octobre 2005.

## LA GAZETTE EN A PARLÉ

● « Réforme de la FPT : la dixième version du projet de loi », analyse juridique, 5 décembre, p. 50.

● « Le Pacte », textes officiels, 17 octobre, p. 53 et « Le Pacte junior en 20 questions », 26 septembre, p. 76.

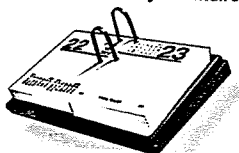
● « Adoption du projet de loi sur les CDI », 25 juillet, p. 19, et le débat sur la reconnaissance du CDI, 2 mai, p. 7.

● « Entretien » avec Christian Jacob, ministre de la Fonction publique, 14 novembre, p. 18, et avec Brice Hortefeux, ministre délégué aux Collectivités locales, 11 juillet, p. 10.

● « Transferts : l'Etat a-t-il bien préparé les agents », 21 février, p. 20.

## LES RENDEZ-VOUS CLÉS

- **1<sup>er</sup> janvier.** Mise à disposition des personnels de l'Etat aux collectivités territoriales.
- **1<sup>er</sup> semestre.** Projet de loi FPT en Conseil des ministres le 11 janvier. Les débats parlementaires devraient commencer en mars au Sénat.
- **Printemps.** Ouverture, parallèlement au projet de loi, du chantier réglementaire.



# La décentralisation entre dans les mœurs

## BILAN

Deux ans après la loi de transfert des compétences, une méthode se met en place. Selon deux études, la recherche de transparence et la négociation sont au rendez-vous.

DANS après la loi relative aux libertés et responsabilités locales, un rapport présenté au nom de la Commission des lois de l'Assemblée nationale et une étude du Forum pour la gestion des villes et des collectivités territoriales – l'observatoire SFL a été fondé par des élus de droite et de gauche – montrent que les transferts de compétence sont en bonne voie. Certes, des divergences persistent entre l'État et les élus, sur les pouvoirs et les financements de la décentralisation. Mais une approche scrupuleuse et progressive a permis de faire avancer ce chantier difficile.

Dans chaque camp, on semble avoir compris que la seule chance de réussite passe par la transparence et la négociation. « *L'application de la loi du 13 août 2004 s'est révélée très satisfaisante. La négociation a été constante entre l'État et les collectivités territoriales même lorsque celles-ci refusaient pour des questions de principe de signer les conventions de transferts (des fonctionnaires, NDLR)* », constate le rapporteur pour la Commission des lois, le député UMP de la Somme, Alain Gest.

## Risques de doublons

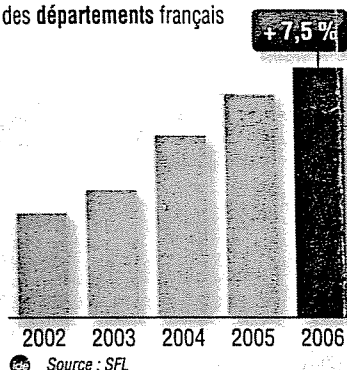
Il relève, d'ailleurs, que l'État a répondu aux demandes des élus, en augmentant de près de 130 millions d'euros la compensation financière des transferts de compétence initialement fixée par la loi à 1,4 milliard pour 2005. Autres sujets de satisfaction : la plupart des régions ont choisi d'expérimenter un schéma de développement économique, c'est-à-dire de conforter leur rôle dans un domaine jugé essentiel ; le transfert des 18 000 km de routes nationales aux départe-

ments est sur la bonne voie. Et la majorité des agents de l'État transférés devraient opter à partir de janvier 2007 pour la fonction publique territoriale.

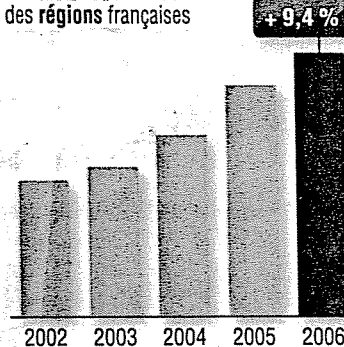
En revanche, même si « *la majorité des effectifs transférés ont été calculés de manière correcte et honnête* », le rapporteur s'inquiète des risques de doublons dans les agents d'encadrement entre les deux fonctions publiques. Il reconnaît d'ailleurs qu'il est trop tôt pour estimer les conséquences financières de la décentralisation des personnels sur les collectivités. Et, il s'agit de masses importantes, représentant par exemple, à terme, les deux tiers des effectifs régionaux.

Le rapport témoigne d'une grande prudence des élus. Ils ont rarement voulu tenter les expérimentations et transferts facultatifs comme ceux concernant l'équipement sanitaire, l'insalubrité de l'habitat, la protection judiciaire de la jeunesse... Seules 3 communes ont réclamé la responsabilité des logements étudiants et seulement 30 monuments historiques sur 176 quittent le giron de l'État. Ce « *manque d'intérêt* » des élus s'explique par « *la crainte de se voir transférer des ressources insuffisantes* », précise le rapporteur.

► Evolution des budgets des départements français



► Evolution des budgets des régions françaises



Source : SFL

C'est sur ce point-là que le bât blesse. « *D'autres lois, notamment en matière sociale, posent des problèmes financiers* » reconnaît-il aussi. Ce qui l'amène à prévoir que l'État devrait apporter aux départements une nouvelle compensation pour financer le RMI et la prestation handicap pour 2006. Les divergences sur les hausses de la fiscalité régionale subsistent également : pour le rapport parlementaire, les conséquences financières de la loi d'août 2004 sont « *satisfaisantes* » pour les régions qui ne peuvent leur imputer l'augmenta-

tion de l'impôt local. Pour sa part, l'observatoire du Forum a calculé que les dépenses de décentralisation qui se sont élevées à 634 millions d'euros en 2006 pour les régions représentent un coût net de 50 millions d'euros, pouvant justifier une hausse de 1,4 % de la fiscalité régionale. Soit sur la période 2005-2008, plus de 3 milliards de dépenses pour un coût net (non compensé) de 200 millions, ce qui ouvre encore la porte à la hausse de l'impôt local.

Pourtant même sur ce point sensible, le Forum pour la gestion des villes fait valoir que le temps est à l'apaisement : « *il n'y a pas de malice de l'État, plutôt un problème d'évaluation* » estime son délégué général, Olivier Régis. Pour lui, « *tôt ou tard, la vérité des chiffres s'imposera grâce à un jeu de navette, une négociation entre l'État et les organismes décentralisés.* » C'est dans la ligne du gouvernement qui proposera aux associations d'élus de recenser - eux-mêmes - les sources de blocage et de gaspillage.

LAURENCE CHAVANE